Parti Communiste Révolutionnaire de France

1er Congrès du PCRF

du 31 octobre au 3 novembre 2019

Textes adoptés

SOMMAIRE :

Page 1 : La politique du capital en France

Page 6 : Écologie et crise environnementale

Page 13 : Préparer la Révolution, mais comment ?

Page 15 : Le rejet de "l'étapisme" : question stratégique fondamentale

Page 20 : La question du Parti

Page 23 : Les contradictions inter-impérialistes

Pages 26 à 32 : ANNEXES (*Gilets jaunes – Déclaration du PC du Mexique*)

PCRF

Adresse postale **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**

La politique du capital en France et le rôle du PCRF

Notre Parti ayant été fondé en octobre 2016, ses premières années d'existence couvrent les derniers mois de l'ère Hollande, puis les deux premières années du quinquennat Macron.
Durant cette période, nos analyses et orientations ont eu comme objectif de mettre en évidence le fonctionnement du capitalisme dans notre pays et la nécessité du Parti communiste pour pouvoir tourner la page de ce régime d'exploitation.
Au fil de l'actualité économique, sociale et politique, nous avons cherché à repérer à la fois les éléments de continuité propres au système capitaliste et les évolutions résultant de la crise structurelle de ce système. Il s'agissait alors, face à l'expression des colères populaires, d'éclairer les consciences sur la perspective à donner à nos luttes, celle de l'indispensable processus révolutionnaire pour renverser le régime capitaliste et construire une nouvelle société répondant enfin aux besoins de l'humanité.

La première tâche des communistes consiste à cibler, pour mieux les dénoncer, tous les phénomènes révélateurs du caractère obsolète et insupportable du capitalisme.

Sur le plan économique et social, il n'est guère difficile de trouver les preuves d'une **situation de crise** qui dure et s'aggrave, sur fond d'inégalités de plus en plus scandaleuses. Les études et statistiques exposées y compris par des organismes officiels montrent l'essoufflement de notre économie (croissance proche de zéro), l'augmentation du nombre de chômeurs (au-delà des 10 millions), de précaires, de travailleurs « pauvres », de « mal logés » (au moins 14 millions), de « mal soignés faute de moyens » ; la masse des laissés-pour-compte et des déclassés, sous l'effet d'une paupérisation accrue, faisant face à une hausse sans précédent des fortunes de milliardaires, telles que celle de Bernard Arnault (propriétaire de LVMH), qui en 2018 s'est accrue de 17%, pour atteindre 73 milliards d'euros.
Les régressions tous azimuts dans les conditions de vie et de travail de la population, la multiplication des fermetures d'entreprises, notamment dans l'industrie et dans le commerce, l'accumulation des scandales financiers et des faits de corruption, sont autant de signes d'un déclin, d'un pourrissement de la société fondée sur la propriété privée des moyens de production.
Des phénomènes apparemment nouveaux, quoique relativement marginaux dans le fonctionnement de l'économie, tels que « l'uberisation » ou « l'auto-entreprenariat », ne modifient en rien ces fondements ; au contraire, ils constituent une véritable régression sociale, puisque ces travailleurs se retrouvent dans une situation d'extrême précarisation et d'exploitation (par les plateformes ou les banques), comme l'ont montré par exemple les mobilisations récentes des livreurs de Daeliveroo.

I/ Une politique de l'État capitaliste au service exclusif des profits

Pour répondre à cette situation de crise économique et sociale, le gouvernement au service du capital cherche en permanence à manœuvrer pour contrecarrer à la fois la baisse tendancielle du taux de profit et le risque d'explosion révolutionnaire.
Toutes les mesures gouvernementales suivent invariablement les mêmes objectifs : baisser la masse des salaires directs et indirects (socialisés), augmenter le temps de travail, réaffecter aux monopoles et banques les sommes ainsi perçues sur le dos des travailleurs, verrouiller au maximum l'appareil institutionnel et médiatique pour mieux manipuler et contraindre les masses.

La politique budgétaire répond à la demande de l'oligarchie financière et à la nécessité de tromper les masses sur le rôle apparemment « régulateur » de l'État : cadeaux aux entreprises (5 Mds de crédits d'impôts en 2017, 40 Mds supplémentaires de CICE en 2019 ; en 2018 baisse de la taxe sur le capital et de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF et des charges à payer sur le SMIC….) ; économies drastiques dans tous les secteurs publics sauf police, justice et défense (50

Mds et 22 000 suppressions de postes de fonctionnaires en 2017, puis 120 000 suppressions promises par Macron et son gouvernement d'ici 2022, 60 Mds pour 5 ans à partir de 2018, suppression de 310 000 contrats aidés en 2018…), privatisations accélérées, hausse de taxes indirectes sur le tabac, le diesel, hausse de la CSG, baisse de l'APL, gel des salaires de fonctionnaires, et jour de carence rétabli, etc.

Des mesures en trompe-l'œil telles que la baisse de la taxe d'habitation et des cotisations salariales, qui reviennent en fait à faire perdre aux contribuables et salariés la part du revenu socialisé nécessaire à bon nombre de services publics, aux pensions, aux indemnités-chômage, aux dépenses de santé, etc.

La « réforme de l'État », lancée en janvier 2018 et adoptée en juillet 2019, donne un coup d'accélérateur au saccage des services publics, avec 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires programmées jusqu'en 2022, objectif qui génère dans des secteurs clés comme ceux de l'Éducation, de la santé et des transports, une succession de réformes désastreuses.

La réforme du Code du travail et les ordonnances Macron qui ont suivi en août 2017 assurent au patronat une liberté de licencier sans entraves et une forte réduction des garanties collectives et individuelles du salarié.

Le système d'impôts à la source permet à l'État de percevoir des avances (sur le dos des précaires, notamment…), et de supprimer des postes de fonctionnaires puisque les entreprises deviennent collecteurs.

La retraite à points vise à transformer le salaire différé que constitue la pension en capital virtuel et à baisser cette pension par la modulation de la valeur du point selon des critères arbitraires et variables tels que l'espérance de vie moyenne d'une génération.

La réforme de l'assurance-chômage (la 3ème depuis janvier 2017 !), lancée en juillet 2019,
va faire subir à près d'un million de travailleurs privés d'emploi un nouveau recul de leurs droits et de leurs indemnités.

La loi ELAN, sur le logement, qui baisse le montant de l'APL, ponctionne davantage les organismes du logement social, accroît la vente des logements sociaux, ce qui constitue une privatisation déguisée des HLM.

Le projet HERCULE programme la scission d'EDF en deux entités pour ouvrir à la concurrence (donc pour privatiser) la part la plus rentable de ce secteur (commerce, énergies renouvelables, distribution).

Depuis novembre 2016, les mesures liberticides et la violence d'État se sont considérablement accrues.

Le recours à l'état d'urgence, d'abord renouvelé pour 6 mois, a été rendu permanent par son inscription dans la loi en octobre 2017, avec une nouvelle loi sécuritaire qui a encore renforcé l'arsenal répressif et de contrôle (« périmètre de protection », fermetures de lieux de culte, surveillance individuelle sur simple suspicion, perquisitions administratives, etc.)

Citons aussi le droit de manifester entravé, les contrôles policiers, les lois antiterroristes, la loi sur le renseignement, la réforme du Code pénal, le fichage bien au-delà des seuls « radicalisés » potentiels, climat de chasse aux sorcières et de boucs émissaires

Toute une manipulation idéologique accompagne les formes multiples de répression brutale.

La loi contre les « fake news » va peser inévitablement sur la liberté d'expression et de la presse.

Criminalisation du mouvement syndical : cf les 8 de Goodyear, Air France, les manifestations du 1er mai, en 2018 et 2019, ciblées par une répression policière inédite ; une justice de classe à l'œuvre pour condamner lourdement, à de la prison ferme, des centaines de Gilets jaunes ; tandis que les ministres, eux, sont « mis à l'abri » par Macron avec la suppression de la Haute Cour de Justice.

La loi « Asile et immigration » de février 2018 durcit encore les conditions d'asile et d'accueil des migrants, avec l'allongement du temps de rétention administrative et la réduction des délais d'instruction et de recours.

La réforme constitutionnelle engagée dès la première année du quinquennat Macron (mais repoussée à cause de l'affaire Benalla) a pour but de renforcer le caractère autocratique de

l'exécutif présidentiel : baisse de 30% du nombre de députés ; maintien du Sénat, alors qu'il est élu au suffrage indirect et que son rôle est de faire contrepoids, dans un sens réactionnaire, aux propositions de l'Assemblée ; professionnalisation de la vie parlementaire, à travers les « experts de la vie civile » qui se substituent au rôle des partis politiques.
L'impérialisme français accentue fortement, depuis Hollande et Macron, sa politique agressive à l'égard de son propre peuple, mais aussi dans ses interventions extérieures (la « Françafrique » est toujours à l'œuvre au Mali, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, notamment), ses relations aux autres impérialismes (lire le texte de Maurice Cukierman sur les contradictions inter-impérialistes), ses dépenses militaires, et la propagande nationaliste qui se déploie de manière de plus en plus ouverte.

II/ Une crise politique lourde de menace fasciste…

Le constat d'une « crise politique » du régime s'appuie sur **la définition qu'en donnent les marxistes**, à savoir le fait que la classe dirigeante n'arrive plus à gouverner comme avant, et que la classe dominée ne veut plus être gouvernée comme avant. Le problème posé étant alors celui de l'absence d'alternative révolutionnaire, due à la faillite du PCF. La bourgeoisie tente de sortir de cette crise par une recomposition politique pour rétablir, sous de nouveaux voiles, la part de consensus perdu, mais les impasses de cette recomposition apparaissent à nouveau inévitablement, et dès lors, la solution extrême, celle de la terreur fasciste, devient l'ultime recours pour se maintenir au pouvoir.

Le quinquennat Hollande, jusqu'en 2017, a confirmé le **rôle joué par la social-démocratie** à la fois comme « refuge » pour certaines catégories de la classe ouvrière (le mythe de « la gauche », entretenu par le soutien du PCF à ses côtés) et comme agent servile de la bourgeoisie.
Mais **l'abstention croissante aux élections** a traduit le rejet de ce cadre politique verrouillé et l'absence cruelle d'alternative, d'autant plus que l'amalgame entre « populisme », « rejet de l'UE », et « extrême-droite lepéniste », savamment distillé par les médias officiels tendait à renforcer le dégoût de la politique chez bon nombre de travailleurs.

La mascarade des primaires de 2017, qui s'est présentée comme une solution au rejet de l'alternance PS / UMP, a offert le spectacle affligeant de l'affrontement à l'américaine de personnalités visant à cacher l'accord sur le fond des candidats défenseurs du capitalisme. Cette starisation de la vie politique a également contribué à la remise en cause des partis politiques dans le but de liquider le débat politique.

Et les résultats électoraux de mai-juin 2017, puis de mai 2019 (aux Européennes) ont confirmé la **déroute des partis traditionnels** (PS, LR à moins de 10%, PCF à moins de 3%...), laissant (momentanément ?) la place à une nouvelle bipolarisation possible entre LREM et RN (ex-Front national).

Le « phénomène » Mélenchon, qui a émergé en 2012 sur ce fond de défiance aggravée à l'égard de la sphère politique, a également constitué un leurre dangereux pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. D'abord, avec cette stratégie d'homme providentiel, de « leader charismatique », il a favorisé l'arrivée d'une vague réactionnaire du « mouvementisme » ou césarisme, d'où est sorti ensuite Macron. Mais surtout, derrière la phrase contestataire, apparaît un discours particulièrement trompeur pour les masses, que nous avons démontré par notre analyse de son programme (« *L'Avenir en commun* ») : le mot « capitalisme » n'y est pas prononcé une seule fois, laissant entendre que seule « la finance » serait mauvaise, tandis que le mode de production présent pourrait être, lui, bénéfique pour les masses populaires ; rien sur le rôle des monopoles ; des injonctions morales en trompe-l'œil (qui conviennent parfaitement aujourd'hui, on le voit, aux opérations de la « comm' macroniste » sur des thèmes tels que l'égalité hommes-femmes ou l'homophobie…) ; un alarmisme écologique très « politiquement correct » dans les solutions préconisées, qui ne

s'attaquent nullement à la loi du profit ; l'illusion d'un aménagement démocratique de l'UE et de notre société par le fumeux « meilleur partage des richesses »… Autant de « vessies pour des lanternes » qui n'ont pas réussi à convaincre l'ensemble de la classe ouvrière, au vu des derniers échecs enregistrés par la France insoumise (6% aux élections européennes de mai 2019).

En 2017 est survenu ce qu'on peut appeler « l'opération Macron », qui, sur décision de la classe bourgeoise, a opéré une recomposition du cadre politique pour mettre en place un programme de gestion du capitalisme plus agressif que jamais, comme avaient réussi à l'accomplir avant lui Thatcher, Blair et Schröder. Nous avons pu démontrer combien Macron était l'élu des monopoles (financement de sa campagne, révélé par Wikileaks, unanimité de la presse au service de son élection, satisfaction maintes fois exprimée par le MEDEF…). Mais nous avons également analysé la faiblesse relative de sa position, comme révélateur de la crise politique du système : son absence de légitimité électorale, compte tenu des taux record d'abstention aux Présidentielles puis aux législatives, faisant de lui et des députés LREM des « élus » par moins d'un Français sur cinq… ; la fragilité de son gouvernement, avec des démissions de ministres en cascade, pour la plupart liées à des relations « incestueuses » entre politicien-ne-s et monde des affaires ; l'affaire Benalla, depuis mai 2018, révélant les pratiques occultes et très monarchiques de l'Élysée ; autre élément de faiblesse : la personnalité même d'Emmanuel Macron, qui n'a pas su dissimuler son mépris de classe (nombreuses phrases insultantes à l'égard des milieux populaires, comme « *ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien* »…), se faisant dès lors appeler le « Président des riches », et voyant sa popularité chuter dans des proportions inédites ; enfin, bien sûr, la « crise des Gilets jaunes » (cf infra), dont Macron n'a tenté de se sortir qu'à coups de répression policière féroce et d'opération d'enfumage intitulée « Grand débat » (en mars-avril 2019), où ses monologues n'ont guère convaincu que lui et ses partisans de LREM.

C'est sur ce terreau de faillites accumulées que peut grandir la **menace de prise de pouvoir par un parti fasciste**, tel que pourrait le devenir le RN, avec l'aide active des autres forces de la réaction, y compris à travers le rôle joué par l'UE en matière de politique réactionnaire, antidémocratique, anticommuniste et belliciste. Car la bourgeoisie, après avoir usé de la stratégie du moindre mal pour tromper les électeurs, finira toujours par « préférer Hitler au Front populaire », si elle ne parvient plus à opprimer le peuple en faisant croire qu'elle reste dans les clous de sa démocratie, et se voit menacée par un courant révolutionnaire montant.

Menace d'autant plus sérieuse qu'elle se double d'une **menace de guerre mondiale** accentuée par les contradictions inter-impérialistes actuelles, les graves conflits « locaux » alimentés par les politiques d'ingérence des États impérialistes, dont la France souvent en première ligne (Libye, Syrie, Arabie Saoudite, Pays africains…).

III/ Les prémices et les obstacles du déclenchement révolutionnaire

L'autre versant de cette crise politique, c'est une **faiblesse du mouvement syndical et du mouvement communiste** qui laisse la classe ouvrière et les couches moyennes très démunies pour construire, fédérer et faire triompher les mobilisations, alors que les signes d'une colère profonde et durable sont perceptibles.

Ces mobilisations restent nombreuses, touchant des secteurs inédits, comme celui de l'audiovisuel privé (grève historique de 31 jours à ITélé…), celui de la grande distribution (Cora, Auchan, Carrefour, Amazon…), de l'hôtellerie (longue grève des femmes de chambre à l'hôtel Park-Hyatt Vendôme et à l'hôtel Ibis - Batignoles) ; utilisant des formes durables de lutte, comme aux Finances publiques avec les grèves tournantes, à la SNCF avec la grève perlée des cheminots d'avril à fin juin 2018, ou encore dans les services d'urgences de l'hôpital public.
Certaines de ces luttes pour la défense des emplois, des salaires ou des conditions de travail, ont été victorieuses, mais globalement, elles sont restées très isolées et n'ont pas créé les conditions d'une

convergence permettant une résurgence du syndicalisme de lutte de classe ; pour preuve le résultat des élections professionnelles de 2018, qui a vu la CFDT passer de justesse devant la CGT ; puis le 50ème Congrès de la CGT, en 2019, qui, malgré les interventions de certaines bases militantes acquises au syndicalisme de lutte de classe, garde le cap d'une orientation réformiste, accrochée à la CES et au « syndicalisme rassemblé ».

Mais **le besoin d'expression de la colère populaire a été mis en lumière par l'éclosion du mouvement dit des Gilets jaunes**, enclenché en novembre 2018 contre l'augmentation de la taxe sur le carburant, et qui a pris la forme active, tous les samedis, de rassemblements (le plus souvent sur des ronds-points) et de manifestations dans toutes les grandes villes, où se construisaient des revendications y compris de nature politique, bien au-delà de la seule contestation des injustices fiscales. S'agissant de ce mouvement remarquable par son caractère à la fois durable et complexe, nous renvoyons à notre longue analyse produite dans IC 150, intitulée « *Les Gilets jaunes doivent être gagnés au drapeau rouge* ».

On voit par ce qui précède que les éléments composant le puzzle d'une situation révolutionnaire existent, mais d'importants obstacles empêchent ces éléments de se souder pour construire le mouvement révolutionnaire anticapitaliste dont la classe ouvrière a besoin : le manque de syndicalisme de lutte de classe ; l'absence de parti communiste véritable tandis que se maintient un PCF qui tourne le dos à son identité communiste tout en gardant le nom de communiste, laissant ainsi le libre champ à la propagande officielle de dénigrement des expériences socialistes en URSS et chez ses alliés ; le matraquage idéologique médiatisé visant aux divisions de toutes sortes et entretenant des peurs génératrices d' « union sacrée » (la planète en danger, les « violences » des manifestants, le terrorisme justifiant la guerre, l'arme atomique chez les autres comme l'Iran ou la Corée, l'islamisme, etc.).

IV/ Le rôle et l'action du Parti communiste révolutionnaire de France

C'est le rôle fondamental d'un Parti communiste que de favoriser cette « soudure » indispensable au processus révolutionnaire et à la construction de la société nouvelle. Si nous avons fondé le PCRF en octobre 2016, c'est d'abord avec l'objectif de servir le prolétariat et les masses populaires, pour que leurs luttes ne soient pas dévoyées et trouvent un débouché politique à leur action, à savoir le renversement du régime capitaliste et l'édification d'une société socialiste-communiste ; c'est aussi pour favoriser l'unification des forces communistes de notre pays sur des bases claires tant sur le plan idéologique que sur le fonctionnement du parti.
C'est le sens que nous avons donné à notre double stratégie de démarcation et d'unité d'action : nous avons élaboré et mis en pratique notre ligne politique, parfois à contre-courant y compris au sein de la mouvance communiste, à travers nos publications, débats publics, participations aux campagnes électorales (avec des candidats aux Législatives de 2017) ; mais nous avons aussi participé aux échanges et initiatives diverses au sein du mouvement communiste international et français, ayant conscience que notre isolement serait contraire à l'intérêt de la classe ouvrière ; car la révolution sera l'œuvre, non pas du seul Parti communiste, mais bien d'un « Front social » dont le PCRF pourra être l'un des moteurs essentiels.

Les difficultés pour y parvenir sont nombreuses (lire à ce sujet le texte de Maurice Cukierman sur le Parti), mais notre 1er Congrès devrait nous aider à les surmonter pour aller de l'avant vers notre idéal de progrès social, de justice et de paix.

Écologie et crise environnementale

Ce texte est issu d'une étude plus complète, publiée sur le site du PCRF (www.pcrf-ic.fr), à laquelle nous renvoyons, dans le cadre de notre campagne nationale sur l'environnement.

Introduction

La question environnementale occupe de plus en plus de place dans l'espace public. La prise de conscience du problème et sa médiatisation ont joué, depuis les années 1980, un rôle significatif en matière d'écologie. Cette question environnementale ne peut pas être évacuée par les communistes. Il s'agit avant tout d'une question sociale engendrée par le développement du capitalisme et qui témoigne de son caractère obsolète et de sa crise générale.

Pour cela, il est essentiel de revenir à une définition précise de l'environnement : il n'est pas un simple support pour les sociétés humaines, mais un ensemble formé par ces mêmes sociétés et par une base matérielle inexactement nommée « milieu naturel ». Ces deux « contenants » de l'environnement sont en mouvement permanent, animés de relations réciproques mesurables de manière quantitative et qualitative.

Il n'existe pas une opposition éternelle entre « nature » et « culture ». Le « milieu naturel » n'existe pas de par le fait qu'avec l'étape impérialiste, toute la planète pratiquement est sous le contrôle des monopoles. C'est pourquoi la crise environnementale a avant tout une portée sociale.

Il ne s'agit pas alors d'attendre une résolution du problème par la seule science et l'auto-régulation de la société – position propre aux libéraux dans la lignée historique du Marquis de Condorcet – ou de militer pour la seule limitation du réchauffement climatique et en faveur du climat, d'autant que ses causes ne sont pas si simple. Il s'agit de s'appuyer sur les mobilisations légitimes en s'organisant et en se mobilisant pour construire une société qui comprendra les enjeux environnementaux comme des enjeux de classe.

La dépolitisation croissante et massive, qui s'opère depuis les années 1980 avec la mondialisation libérale, le poids croissant des ONG et la défaite du socialisme, joue un rôle dans l'embrouillamini général en matière environnementale. Il en va de même concernant la tentative de récupération des bourgeois, qui utilisent la crise idéologique à l'aune de nécessités économiques (marchés) et idéologiques. Ainsi la crise environnementale, a engendré le mythe du « capitalisme vert ».

S'opère ainsi un double mouvement contradictoire, avec un catastrophisme omniprésent et une banalisation marchande de la crise environnementale, qui ne sont que le reflet des tentatives du capitalisme-impérialisme, pour l'utiliser dans le cadre des logiques de marché. Déjà en 1971, le géographe marxiste Pierre George affirmait qu'« en économie de marché, si l'on veut défendre l'environnement, il faut le changer en marchandise »1.

Il est donc essentiel de considérer la crise environnementale comme un enjeu de classe.

1. Écologie et impérialisme

a) La cause de la crise environnementale : capitalisme-impérialisme, marchandise, ressources.

La cause de la crise environnementale n'est pas due à l'activité humaine en général, pas plus qu'elle n'est due à un Homme « irrationnel » et « destructeur de la nature ». La crise trouve sa source dans un régime économique et social, qui détruit les écosystèmes et menace notre avenir à toutes et tous.

Le capitalisme est fondamentalement anti-écologique. La bourgeoisie cherche à réaliser des profits et à accumuler du capital par tous les moyens. Par conséquent, tout le processus de

1 Citation de Pierre George dans Sylvie Brunel, *Le développement durable,* PUF, 2012, page 69.

production puis de circulation des marchandises est orienté dans ce seul but. Une marchandise est produite et vendue uniquement dans cette perspective. Il s'agit donc pour les bourgeois de produire et de vendre toujours plus de marchandises pour accumuler toujours plus de capital. Par la publicité elle distortionne les besoins de manière à faire circuler les marchandises sur les marchés et pousser à leur consommation. L'exemple des smartphones est significatif : de nouveaux modèles sont produits sans qu'il n'y ait d'innovation majeure pour remplacer les anciens modèles. Le recours aux campagnes de marketing sert alors à rendre les anciens modèles obsolètes, pour pousser à leur renouvellement. Il en va de même pour l'obsolescence programmée ou de la production de biens de mauvaise qualité.

Avec le système capitaliste, la pression sur l'environnement est croissante à mesure que le capital s'accumule. Obnubilés par la recherche de profits, les ressources « naturelles » gratuites (eaux, gaz, pétrole, minerais, la terre) sont exploitées depuis toujours dans des conditions qui menacent la viabilité de l'environnement.

Avec la formation des monopoles capitalistes et le développement des forces productives, le régime capitaliste connaît en permanence une surproduction de marchandises et des contradictions qui débouchent sur des crises. Ces dernières sont systémiques, elles sont de plus en plus rapprochées et de plus en plus fortes. Le système est entrée avec la guerre impérialiste de 1914 et la révolution d'Octobre en crise générale.

Les 2 guerres mondiales ont permis la consécration des États-Unis d'Amérique comme superpuissance impérialiste, premier pollueur mondial en toute impunité. En 1950, le Royaume-Uni (ancien leader économique mondial et berceau du capitalisme) et les États-Unis sont à l'origine de 65% des émissions de CO2 cumulées dans le monde, puis 50% en 19801. La demande en énergies des forces militaires dans un contexte de guerre froide et les besoins croissants d'accumulation de capital consacrent le passage énergétique du charbon au pétrole et au nucléaire.

La domination énergétique croissante du pétrole au XXe siècle entrainent des profits considérables pour la bourgeoisie. L'exploitation et l'utilisation massive du pétrole ont opéré une motorisation croissante des sociétés. En effet, à mesure qu'on rejette les travailleurs et les travailleuses dans les périphéries des villes-centres, on accentue la dépendance à l'automobile.

Concernant le nucléaire, les besoins militaires ont impulsé le développement de ce secteur. La Seconde Guerre mondiale a montré les effets de l'utilisation belliqueuse de cette énergie et l'armement actuel des puissances impérialistes constitue une menace permanente pour la paix internationale et pour les peuples-travailleurs. Dans le secteur civil, le nucléaire est du pain béni pour les capitalistes, dans la mesure où le financement public y est roi. En France, les monopoles du nucléaire sont puissant et imbriqué à l'appareil de l'État. L'allongement du délai de fermeture ou de remplacement d'anciennes centrales est le fait de la pression de ces monopoles, malgré tous les risques soulevés par ces décisions..

Le nucléaire en régime capitaliste-impérialiste, est un danger parce que son développement répond au seul critère du profit pour la bourgeoisie. Il en va de même pour le pétrole. La recherche du profit maximum est incompatible avec les questions environnementales. L'émission de particules fines, l'affaiblissement de la couche d'ozone, la pollution et la dégradation de la qualité de l'air sont des conséquences de la motorisation de la société, tandis que le nucléaire militaire constitue une menace pour la paix et la vie sur terre, mais aussi en terme d'accidents industriels si les précautions ne sont pas prise à tous les niveaux.

Le capitalisme-impérialisme, c'est aussi le régime d'une exploitation agricole intensive avec l'usage de produits chimiques. C'est tout un processus industriel qui profite aux monopoles de l'agroalimentaire (Danone, Lactalis, Unilever, Nestlé) et de l'agrochimie (Bayer, Monsanto, Syngenta), entraînant une destruction progressive des sols. Produire plus sans prendre en compte des capacités des sols sur le long terme, tel est le credo du capitalisme-impérialisme en matière

1 En sachant que les émissions ont augmenté de manière générale sur la période jusqu'à aujourd'hui, cette proportion de 50% constitue en réalité une plus forte valeur absolue.

Source des chiffres : *La longue marche de la crise écologique*, Manuel d'histoire critique, « Le Monde Diplomatique », hors-série, pp.176-177.

d'agroalimentaire. Déjà au XIXe siècle, Karl Marx analysait la rupture métabolique entre les sociétés et la « nature » : le capitalisme provoque une demande croissante de biens agricoles pour ravitailler les villes et une augmentation de la productivité pour combler l'exode rural et produire de la survaleur relative. Cette demande est palliée par une exploitation intensive des sols, qui débouche sur leur appauvrissement, lui-même compensé par une importation massive d'engrais. Cette situation se retrouve aujourd'hui avec l'agrobusiness qui domine l'ensemble du secteur agricole (de la grande à la plus petite exploitation agricole), impose ses règles et détruit l'environnement en toute impunité.

b) L'impérialisme et la guerre : un grand absent dans la critique environnementale

Si les questions classiques de protection de la « nature » et de taxation des grandes entreprises font partie des programmes des organisations écologistes ou sensibilisées à l'écologie en général, les question militaires sont absentes. Ainsi Yannick Jadot (Europe Écologie Les Verts – EELV) déclare « l'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier »1, mais dans le même temps il se prononce pour imposer un rapport de force à la Russie favorable à l'impérialisme français. S'il parle d'une sortie de l'OTAN c'est en faveur d'une politique de défense européenne, non d'une politique anti-guerre.
Or cette politique belliqueuse est partie intégrante de la dégradation de l'environnement.

Dans le domaine de l'environnement le capitalisme-impérialisme peut se caractériser de la sorte :

1. Le capitalisme, c'est le libre-marché et la loi du profit. Il est donc impossible de trouver un compromis avec les questions environnementales dans ce cadre, dans la mesure où la production de marchandise n'est pas régulée en fonction des besoins des individus, mais dans la perspective de générer un profit. De là découlent : l'anarchie de la production, avec des monopoles qui produisent chacun pour couvrir un marché déterminé, débouchant ainsi sur une situation de surproduction et de stocks de marchandises qui ne sont jamais entièrement écoulés, ce qui entraîne un gaspillage alors que la production pourrait largement satisfaire les besoins de l'humanité ; une consommation de masse, avec une publicité à outrance qui incite les individus à consommer toujours plus, cela dans une logique de générer des profits par l'écoulement des marchandises ; la destruction de la production par la guerre lorsque l'écoulement par le marché ne peut plus s'opérer en temps de forte crise ; une pression croissante sur des ressources limitées, avec des conditions d'extraction et de traitement écologiquement peu voire non viables ; des inégalités de classe avec pour conséquence une inégalité d'accès aux produits écologiques.

2. Concentrant les richesses entre les mains d'une poignée de monopoles, elle s'arroge le droit de polluer en toute impunité : pressions de toutes sortes et, dans un cas moins favorable pour elle, mais non le pire, paiement de taxes écologiques dont le montant est ridicule par rapport aux profits dégagés par les monopoles. De plus, l'impérialisme, c'est la guerre. Et jusqu'à preuve du contraire, les armes et les bombes ne sont pas écologiques. L'accroissement du budget militaire en France, avec pour perspective 2% du PIB d'ici 2025, est en contradiction évidente avec la question environnementale.

3. L'impérialisme, c'est la loi de l'inégal développement dans le monde. L'existence de pays dans une situation de faible développement est le fait d'un système mondialisé où se maintient une hégémonie des puissances occidentales. C'est aussi le fruit de l'histoire des XIXe et XXe siècles, où le colonialisme a accentué les différences de développement entre les sociétés, via un système de domination économique, sociale et politique. La position de marge dans la question écologique de certains pays est due à ces éléments, l'accès aux facteurs qui favorisent une politique environnementale étant souvent compromis par les inégalités de développement. Aussi, les

1 https://www.francetvinfo.fr/politique/yannick-jadot/yannick-jadot-eelv-l-ecologie-que-je-porte-elle-combat-le-capitalisme-financier_3451605.html

impérialistes occidentaux n'hésitent pas à brandir la carte de l'écologie pour reprocher aux pays en situation de « rattrapage » leur fort développement et ainsi maintenir le système impérialiste dans leur sens (ne pas compromettre leur accumulation de capital en limitant la concurrence). Le système impérialiste mondial, avec ses différences d'intégration à différents échelons, est donc anti-écologique et anti-populaire.

4. Si les gouvernements bourgeois et les monopoles semblent faire des efforts sur la « transition écologique », cela ne s'opère que dans les apparences et dans une logique de marché. Combien est-il bon pour eux de faire des profits sur la conscience écologique des individus et de détourner cette dernière afin d'en épurer tout contenu éminemment politique, de la réduire à une conscience individualiste fondée sur la consommation et non sur la remise en question du système capitaliste ? Les dernières années nous offrent un panorama intéressant pour observer les nouvelles stratégies de marché des monopoles.

Soulignons que la France joue un rôle significatif dans le système impérialiste mondial. Depuis le début du XXe siècle elle est dans le peloton de tête de la course aux armements. Pour cela, le secteur de l'armement français est fondamental : il représente dix monopoles, 4000 PME dont 350 stratégiques, 200.000 emplois et 15 milliards d'euros de chiffre d'affaire par an en moyenne, d'après le site du gouvernement1. Tout ce business est du pain béni pour les monopoles capitalistes, tels que Dassault et Airbus. Il est doublement nocif pour l'environnement : d'une part la production d'armes n'est pas sans conséquence sur l'environnement, du fait de l'émission de gaz à effet de serre et d'exploitation de ressources limitées dans des conditions douteuses, d'autre part les opérations militaires et la guerre ne sont pas écologiques !
Et aucune organisation écologique importante en France, ne réclame la suppression inconditionnelle de la force de frappe atomique ce qui est significatif.

2. Écologie politique dominante, capitalisme vert, « transition écologique »

La production croissante dans le cadre du capitalisme a un poids sur l'environnement : exploitation massive des ressources, destruction de la biosphère et des écosystèmes, dégradation des conditions de vie des travailleurs et des travailleuses. Le fait est que ceux qui souffrent en premier de cette crise environnementale sont les travailleurs et les travailleuses.

Force est toutefois d'admettre que l'écologie politique dominante s'emploie aujourd'hui à masquer cette réalité : « il faut transcender les clivages gauche-droite », « tout le monde est concerné », « il faut faire des sacrifices pour le climat / l'environnement », « exigeons des gouvernements une action concrète », « changeons notre mode de consommation », « passons au vert », etc. etc. On ne parle pas de la lutte de classes, car « la priorité, c'est le climat ».

a) Réformer le capitalisme ? L'écologie sociale-démocrate

Consommer « bio », préférer les « mobilités douces », taxer les grandes entreprises, installer une taxe carbone, passer aux énergies « vertes » ou créer des « éco-quartiers » sont des sujets qui occultent les problématiques sociales systémiques. Ce sont au contraire des sujets de prédilection de la bourgeoisie française, d'une part pour se repositionner internationalement et insuffler une nouvelle dynamique au capitalisme-impérialisme, d'autre part pour détourner les individus et particulièrement les jeunes des problématiques sociales.

Les partis écologistes tels que EELV permettent en réalité de maintenir voire consolider la domination de la bourgeoisie. De tels partis ne sont pas des alliés politiques, pas plus que des alliés sociaux. Sur les questions sociales, ils s'avèrent même être des ennemis du peuple-travailleur, dans la mesure où de telles organisations participent à la gestion des affaires des capitalistes, défendent ouvertement l'Union Européenne et prônent souvent une taxation des « consommateurs », c'est-à-dire des travailleurs et des travailleuses. Sans parler du fait qu'ils couvrent les opérations militaire.

Globalement, le discours, est celui de la réforme du système capitaliste. Ce dernier peut être

1 https://www.defense.gouv.fr/dga/industrie2/industrie

rendu plus humain, il faut le réguler, avoir une politique bonne et raisonnée et partager les richesses. Ce discours s'étend aujourd'hui à, toutes les forces qui se réclame de la « gauche ». Que l'on parle d'« écosocialisme » (Parti de la Gauche, France Insoumise – FI), d'« écocommunisme » (Parti Communiste Français – PCF), d'« écologie de rupture » (Génération-s) ou de « transition écologique » (FI), on ne remet fondamentalement pas en cause le capitalisme-impérialisme, l'exploitation capitaliste.

Non, le capitalisme ne peut pas être vert, ni plus humain ou plus social. Non, on ne peut se débarrasser des énergies fossiles dans le système actuel. Tout cela est impossible tant que la bourgeoisie est au pouvoir.

La social-démocratie, sous ses différentes déclinaisons fait le jeu de la bourgeoisie en prônant la taxation des travailleurs et des travailleuses (rhétorique du sacrifice, sous couvert de « civisme ») ou en défendant la responsabilisation de tous dans la crise environnementale. Les émissions de gaz à effet de serre, s'ils contribuent au réchauffement climatique sont causées par les monopoles, la surproduction, la logique du « tout-routier », l'agrochimie et l'agrobusiness, la production d'armes et les guerres. Il n'y a donc pas de solution à long terme dans un tel système, pour les travailleurs et les travailleuses, et plus généralement pour la vie sur terre.

b) Capitalisme vert

Pour autant des courants écologistes se sont développés dans les partis bourgeois avec le capitalisme « vert » dont Macron semble porteur (mais non sans contradictions). Pour cela, la communication bourgeoise insiste sur le « passage au vert », les « énergies vertes », les « mobilités douces », le « développement durable » et la « transition écologique ». L'écologie politique se satisfait bien de cette novlangue qui tente de masquer, encore une fois, les problématiques sociales. Sur la plupart des questions il y a convergence avec les courants sociaux-démocrates.

Par exemple passer aux « énergies renouvelables » n'est qu'un moindre mal, un palliatif pour un système agonisant. Ce secteur économique peut être une porte de sortie des énergies fossiles. Encore faut-il considérer que la production de panneaux solaires et l'installation d'éolienne n'aient pas d'impacts environnementaux.

Dans la dernière période les productions culturelles (séries, films, livres, etc.) et autres biens de consommation (t-shirts, etc.) montrent bien qu'il s'agit d'un sujet « tendance ». C'est un véritable terrorisme culturel qui se met en place et qui brouille les idées : irréversibilité et fin indéniable de l'humanité, catastrophisme apocalyptique, faute de l'« Homme », etc.

La question d'une fin du monde brutale est un enfumage qui mène à la peur et à l'immobilisme politique. C'est par ce biais même que la dépolitisation s'opère, appelant à une transcendance des clivages politiques et des divisions de classe (« nous sommes toutes et tous concernés »), donc à masquer la question du pouvoir politique. Or l'air ne deviendra pas irrespirable du jour au lendemain et la montée des eaux n'engloutira pas des villes entières. Il n'y aura donc pas de fin du monde, mais une aggravation des conditions de vie des peuples-travailleurs.

c) Moralisme bourgeois et individualisme

Puisqu'il s'agit de masquer le mode de production capitaliste fondamentalement anti-écologique, il s'agit pour la société bourgeoise de ne rester que dans la sphère de la circulation de la marchandise. Dans l'idéologie dominante, c'est la consommation et non la production de la marchandise qui pose un problème pour l'environnement.

Miser sur la question de la consommation, c'est se risquer à tomber dans un moralisme petit-bourgeois. Ce qui doit nous préoccuper, c'est la sphère de la production de la marchandise. Ainsi, les rapports de production nous révèlent qu'ils sont fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et que la classe sociale qui dirige ce système est la bourgeoisie.

3. Écologie et réaction

Le penchant pour la « nature » et pour la « décroissance » est très actuel. Ce n'est pas un propre de notre siècle, ces discours apparaissent avec l'industrialisation des sociétés, c'est une sorte

de réaction spontanée et une opposition romantique à un « Homme » qui détruit la « nature ». La valeur intrinsèque accordée à la « nature » est toujours actuelle, avec notamment le questionnement sur le Droit à donner aux arbres et aux animaux.
L'histoire des sociétés humaines est celle d'une appropriation croissante de la « nature », et le monde au XXIe siècle nous montre chaque jour que l'homme se l'est appropriée. Chaque action, chaque aménagement, chaque décision politique a un impact sur cette « nature », de manière directe ou indirecte. L'homme est donc en permanence en relation dialectique avec son « milieu » et ce dernier n'a plus rien de naturel, les forêts et les champs portent la marque de l'action humain.

La division Nature/Culture n'a donc aucun sens philosophique1 – en terme de rapport au monde, de conception du monde. À Friedrich Engels de nous rappeler la conception matérialiste dialectique de la « nature », nous permettant alors de parler d'environnement2 :

« Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein »3.

L'invocation à la « nature » est bien souvent le reflet d'un anti-modernisme viscéral, ne proposant aucunement un processus révolutionnaire pour renverser le capitalisme mais un recul, une fuite en arrière vers un passé idéalisé.

Si le « retour à la nature » est bien répandu et assumé par les courants réactionnaires, ces méthodes relèvent aussi de l'utopie écologiste radicale. Se retirer de la société pour « vivre en harmonie avec la nature », n'est-ce pas une formidable et séduisante idée qui mettrait fin à la crise environnementale que nous vivons ? Ces « radicalités écologistes » relèvent souvent de l'idéalisme politique propre à l'anarchisme.

4. Socialisme, planification, écologie

Il est courant d'entendre que les marxistes se sont peu attachés à la question environnementale. Ces derniers auraient prôné un « productivisme » et un développement des forces productives (force de travail, instruments de production) qui aurait dégradé l'environnement, tout cela au nom de la révolution socialiste et du communisme à atteindre. Il est clair qu'il règne une certaine méconnaissance à l'égard du rapport entre marxisme et environnement. Or cette relation est posée dès les premiers théoriciens Karl Marx et Friedrich Engels, puis enrichie par les premières expériences socialistes de l'histoire.

La contradiction progrès / décroissance posée par les écologistes au prétexte que les ressources sont limitées et que le progrès est synonyme de « productivisme » et donc de « dégradation de la nature » n'est que le reflet d'une culture de la défaite. Cette dualité exposée comme indépassable, fait écho à l'opposition nature/culture où l'« Homme » aurait détruit un jardin d'Éden suite à l'industrialisation. Cette contradiction débouche sur la volonté d'un repli sur soi ou en communautés « hors de la société » – certains préparent déjà « l'après-catastrophe », à la manière d'affabulateurs millénaristes – et sur la volonté de limiter ou régresser en termes de niveau de vie.

« C'est une situation inouïe, qui traduit d'ailleurs ce que nous vivons ou subissons tous : depuis de nombreuses générations dans la classe ouvrière, on vivait avec l'espoir que les enfants vivent mieux que les parents. Aujourd'hui tout s'inverse et on voit nettement la dégradation des conditions de vie des enfants par rapport à celles de leurs parents au même âge. La décroissance est alors l'incorporation dans le discours militant de cet échec relatif des luttes de classes passées face à un capitalisme pourtant de plus en plus agonisant et belliqueux. N'avons-nous pas mieux à proposer

1 Cette division est propre à la civilisation occidentale. Elle peut être mise en corrélation avec la colonisation et le mythe de la « sauvagerie », qui désigne ce qui est extérieur à la civilisation. « Naturel » peut se traduire en anglais par « *native* », employé pour désigner les habitants natifs des pays colonisés, sous-tendant une vision raciste de ces derniers vivant dans des conditions « plus proches de la nature » et dont il faudrait les amener à la civilisation par la colonisation.

2 Cf. définition en introduction.

3 Friedrich Engels, *Dialectique de la nature* (1883), Éditions sociales, 1952, Paris.

que l'horizon funeste vers lequel la bourgeoisie veut nous entraîner avec elle ? »1

Toujours est-il que l'expérience du socialisme a montré qu'en matière de protection de l'environnement, globalement (nous n'oublions ni la Mer d'Aral, ni Tchernobil quoique ces deux dernières aient eu lieu dans la crise finale en URSS) a montré que la planification centralisée et propriété sociale l'emportaient largement sur le capitalisme ; rappelons également les procédés d'agro-écologie mis en œuvre à Cuba.

En effet, le capitalisme-impérialisme n'a rien à offrir d'autre aux générations futures. C'est une menace meurtrière pour le monde entier.

Ainsi, la contradiction progrès / décroissance est une absurdité. L'histoire montre que les sociétés humaines peuvent trouver des solutions révolutionnaires et de nouveaux paradigmes qui permettent le développement de l'humanité et de repousser des limites qui semblaient alors indépassables2.

Conclusion

Il est grand temps de remettre la lutte des classes au cœur de la question environnementale. Non par opportunisme, mais parce qu'il s'agit du réel et de la question fondamentale qui irrigue l'ensemble des domaines de la société. Rien n'est *en dehors* ni *à égalité* avec la lutte des classes. Il s'agit d'analyser l'imbrication des faits sociaux – dont la crise environnementale fait partie – pour comprendre que la lutte des classes conduit à l'affrontement sur tous les terrains pour le changement de société.

La question de la lutte des classes est donc plus que jamais pertinente sur la question environnemental puisque c'est la bourgeoisie qui détruit l'environnement en toute impunité.

Le capitalisme-impérialisme nous impose une course contre-la-montre sociale et environnementale. L'urgence n'est pas le seul « changement climatique » avec une régulation et une diminution du réchauffement global comme objectif collectif, mais bien la lutte pour la vie. Le changement à venir ne dépendra que de notre capacité à saisir la nécessité historique de renverser le capitalisme-impérialisme en faveur de la voie socialiste-communiste .

---

1 Guillaume Suing, *L'écologie réelle, une histoire soviétique et cubaine,* Éditions Delga, 2018, page 177.

2 https://revue-progressistes.org/2019/07/28/et-si-on-depassait-le-jour-du-depassement-par-amar-bellal/

Préparer la Révolution ! Mais comment ?

Le titre peut choquer et nous assimiler à l'ultra-gauche. On va voir pourtant qu'il exprime finalement la tâche qui est celle des communistes et ce, quelle que soit la situation politique : ce qui change, c'est le caractère concret que prend cette tâche. Il est clair qu'aujourd'hui la situation n'est pas révolutionnaire (elle est au contraire marquée par la contre-révolution), et que la tâche immédiate, c'est de reconstruire le Parti et d'aider à la récupération de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Et pourtant, on ne peut opposer cela à la perspective politique qui est la nôtre et dont l'appropriation par les masses est un des éléments de la récupération du mouvement révolutionnaire. Cela dit, il faut être bien convaincu que notre époque est bel et bien, malgré les apparences, celle du passage du capitalisme au communisme.

Nous disons qu'il n'y a pas d'étapes entre aujourd'hui et la révolution. Mais il est évident que la situation révolutionnaire, pour avoir une issue positive, doit trouver les masses prêtes. C'est le rôle du Parti et ce n'est pas en répétant « qu'il faut faire la révolution » sur l'air des lampions qu'on les y préparera. Pour le faire, il faut organiser les masses, sur la base de leurs préoccupations : syndicalisme, comités de quartier sur la base des revendications et besoins, comités de paix, de solidarité avec les travailleurs en lutte… Disons que cette action doit répudier tout sectarisme : rappelons que le PCF n'a pas toujours été exemplaire dans ce domaine, créant ses propres comités y compris contre des organisations qui étaient dirigées par des communistes (on se rappellera les comités « J'aime la paix » contre l'activité du Mouvement de la Paix). Mais il est clair que les mouvements de masse ne sauraient être méprisés et que ce sont les meilleurs militants que les communistes doivent y promouvoir. Mais ce travail politique est insuffisant, parce qu'il ne prépare pas les masses à l'affrontement avec l'État bourgeois pour le briser, pour le remplacer par un État nouveau qui est celui de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat.

Certes l'histoire montre que les masses sont capables de créativité dans une situation historique donnée : les Soviets sont apparus spontanément dans la Russie de 1905. Mais ce n'était qu'une répétition générale. En 1917, les Soviets se formèrent sous l'influence du mouvement socialiste, et leur rôle comme structure alternative à l'État bourgeois (« Tout le pouvoir aux Soviets ») fut défini par le parti bolchevik à partir des *Thèses d'avril* de Lénine. La question est donc la suivante : comment préparer les masses à construire leur organisation alternative à l'État bourgeois ? Cela fait-il partie de notre combat actuel et si oui, sous quelle forme ? Si on considère que la spontanéité est toujours relative, et que le programme des communistes doit devenir l'alternative pour les masses, il est évident que le Parti doit, y compris dans les conditions qui sont les nôtres, viser à préparer la classe ouvrière à assumer son rôle historique. Et cela doit se faire à partir de ses luttes et des nécessités de celles-ci pour triompher ou à tout le moins d'avancer vers **« sa lutte »** d'accoucheuse de la société socialo-communiste.

Dès qu'une lutte éclate, le devoir des communistes c'est de la populariser auprès des travailleurs des autres entreprises environnantes (et nationalement s'il y a lieu) et branches d'activité, en poussant à la création de comités de solidarité (et il faut y pousser le mouvement syndical, souvent très craintif par rapport à ce type de structure et pas seulement chez les réformistes), tout comme il faut pousser à ce que les luttes soient animées par des comités de grève qui ne se réduisent pas dans leur direction aux organisations syndicales (ce qui est la meilleure manière d'élargir l'influence du syndicat à de nouveaux travailleurs), mais qui visent à l'unité des travailleurs. Dès que plusieurs entreprises sont en grève avec leurs comités de grève, il faut travailler à la naissance de Conseils unitaires permettant de coordonner l'action, d'organiser la solidarité, le maintien de l'ordre prolétarien. Dans certains cas, si apparaissent des collectifs de solidarité extérieurs au mouvement gréviste proprement dit, il faut s'interroger sur la manière dont ces collectifs peuvent s'intégrer au Conseil unitaire (c'est aux travailleurs de discuter les conditions concrètes de participation, de

représentativité) permettant d'élargir le soutien à la grève. Les militants communistes doivent donc dès maintenant intervenir dans ce sens.

Lénine disait que les Soviets étaient la forme la plus adaptée à la révolution prolétarienne. Mais il disait aussi que cette forme d'organisation d'État du prolétariat n'était pas mécaniquement la forme qu'elle prendrait dans d'autres pays. Les Démocraties Populaires ont constitué une nouvelle réponse à la question du pouvoir, même si on peut s'interroger pour savoir si elles ont permis d'aller jusqu'au bout de la rupture avec le parlementarisme et les conceptions petites bourgeoises de l'État. Cuba, avec les Comités de Défense de la Révolution, a apporté une contribution fondamentale au problème du pouvoir populaire (pouvoir de la classe ouvrière). Ce que nous disons là, c'est pour que l'on n'interprète pas d'une manière erronée ce que nous avons dit : l'objectif n'est pas en soi de préparer le retour au mot d'ordre « les Soviets partout ». La forme organisationnelle de la Révolution est impossible à définir aujourd'hui autrement que par les critères qui doivent être les siens pour répondre à la tâche qui doit être la sienne : assurer la base sociale prolétarienne du nouveau régime, la dictature de la classe ouvrière ; mobiliser les masses contre la contre-révolution ; permettre la plus large démocratie pour les masses et restreindre s'il y a lieu l'expression des anciennes couches dominantes et des éléments à la solde des puissances impérialistes ; assurer l'appropriation sociale (collective) des grands moyens de production et d'échange, l'édification d'une planification centralisée et démocratique, une politique étrangère anti-impérialiste et visant au rapprochement avec les autres États socialistes pour aller vers l'unité communiste des peuples.

Mais toujours est-il que c'est à partir de la pratique qu'il nous faut réfléchir : l'expérience des Soviets, des Démocraties Populaires, de Cuba, doit nous aider à définir une intervention politique permettant de faire naître, même si aujourd'hui cela peut apparaître comme lointain, les instruments de la Révolution. Il est évident, mais c'est mieux de le préciser, qu'il faut dans le même temps concrétiser sous forme de mots d'ordre de mobilisation, les principales aspirations sociales, les besoins de la classe ouvrière et des masses populaires : droit à la santé, à la culture et à l'éducation, à la retraite, au logement, au travail, lutte contre la pollution et pour un environnement propice à tous les hommes et à toutes les femmes et pas seulement à une poignée de privilégiés qui n'existeront plus dans la future société. Cette mobilisation doit à la fois mettre sur la scène publique la réalité des besoins des masses populaires et en même temps, de par le caractère contradictoire de la satisfaction de ces besoins avec la société capitaliste, l'incapacité de cette dernière à pouvoir répondre audit besoin car contradictoire avec la course au profit.

Le rejet de "l'étapisme" : question stratégique fondamentale.

Le mouvement communiste international, et dans chaque pays, s'est trouvé confronté à une question stratégique : la construction du mouvement révolutionnaire impliquait-il une étape de rassemblement de la classe ouvrière et des masses populaires, étape démocratique, anti-impérialiste, préparant la révolution socialiste, et pouvant aller jusqu'à la participation à des appareils d'Etat "bourgeois" dans le cadre de gouvernements progressistes ? Nous mettons des guillemets pour insister sur le contenu de classe de ce type de gouvernement. En effet, se constituant dans le cadre de l'appareil d'État existant, le gouvernement est de fait un gouvernement qui est amené à gérer les affaires de la société bourgeoise.

Cette question est complexe au plan politique, plus qu'il n'y paraît. Pourquoi ?

Parce que cette question est liée à l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire depuis l'origine. En effet, à l'époque de Marx – Engels, le développement social reste marqué par la contradiction entre la bourgeoisie et l'aristocratie féodale, même si la contradiction fondamentale tend à être celle entre les classes exploiteuses et le prolétariat. C'est ainsi que la bataille pour la forme républicaine, par exemple, est un enjeu politique immédiat comme celui de la démocratie bourgeoise, ou la question nationale. Dans *Le Manifeste Communiste,* les auteurs insistent sur ce qui distingue les communistes des autres révolutionnaires. Mais après 1848, les choses changent, la révolution de juin 48 à Paris et les événements révolutionnaires en Europe, vont conduire la bourgeoisie à s'allier à la réaction, en particulier en Allemagne. Et d'un autre côté, l'empire autocratique russe doit être renversé pour aller de l'avant.

C'est au début du XXème siècle que la situation va changer radicalement sous la pression de la transformation impérialiste du capitalisme. Et cela va avoir des incidences immédiates sur le mouvement ouvrier et sur la deuxième Internationale : de fait, depuis la Commune, Marx et Engels soulignaient la nécessité de préparer la classe ouvrière à la révolution dans un contexte qui n'était pas révolutionnaire (et n'en déplaise à certains, ils n'étaient ni gauchistes, ni "trotskistes"), mais la constitution de partis ouvriers de masse, participant à la vie politique incluant les élections, avec une domination petite bourgeoise, entrainait une confusion entre le programme du Parti et le programme électoral. L'apparition en 1898 du révisionnisme (Bernstein), va paradoxalement "repousser" la question à l'arrière-plan : le révisionnisme ne se pose pas comme une étape vers la révolution, mais comme le rejet de celle-ci, qui n'est plus nécessaire. Un large front se forme contre Bernstein en Allemagne, contre le Millerandisme en France (création de la SFIO, rejet de la participation à un gouvernement bourgeois). La question de l'étape semble dépassée. Et pourtant elle reparaît brusquement dans le parti qui se trouve au centre des contradictions du système impérialiste qui s'affirme : le parti ouvrier social-démocrate de Russie, dans l'affrontement mencheviks-bolcheviks. La stratégie des premiers affirme en effet que la révolution à préparer est une révolution bourgeoise comme celle de 1789 en France, et que la révolution socialiste viendra après, quand les tâches de la première auront été réalisées.

Les bolcheviks, eux, définissent leur stratégie programmatique sur la base d'un programme minimum et d'un programme maximum. Le programme minimum est destiné à mobiliser la classe ouvrière pour qu'elle prenne la direction des tâches de la révolution bourgeoise, dans la perspective de la révolution prolétarienne, prenant en compte le fait que cela passe par la destruction de l'État autocratique et par la construction d'un État prolétarien. La révolution de 1905 va confirmer la justesse de cette orientation. Pourtant l'aile gauche de la social-démocratie est sceptique (Rosa Luxemburg), au point qu'en 1912, elle soutiendra les mencheviks ! C'est la pratique qui va régler le problème sous une forme caricaturale : le soutien à la guerre impérialiste des bourgeoisies, la

victoire ou le rétablissement du statut quo (social-chauvins ouverts ou centristes kautskistes) et après on fera la révolution !

La révolution de février 1917 en Russie va constituer les travaux pratiques pour le mouvement socialiste. La stratégie "étapiste" des mencheviks va révéler son caractère opportuniste : "l'étape" est le moyen d'évacuer la révolution en la constituant en "mythe" au sens où le théoricien de l'anarcho-syndicalisme Georges Sorel, définit la "grève générale" comme un mythe, quelque chose que l'on se fixe comme idéal en sachant qu'on ne l'atteindra jamais. Sortant de la clandestinité et de prison, les bolcheviks vont hésiter sur la tactique et la stratégie pendant quelques jours (la question étant tranchée avec les *Thèses d'Avril*), mais pas Lénine. Pour lui, le processus révolutionnaire qui s'enclenche nécessite l'indépendance du prolétariat sur sa propre ligne : aucun soutien au gouvernement provisoire, pas d'alliance avec les courants petits-bourgeois (mencheviks et SR), "tout le pouvoir aux Soviets", c'est-à-dire à la classe ouvrière et aux forces populaires. Le parti et Lénine vont être accusés de "maximalisme" (gauchisme, rêveurs prenant leur désirs pour des réalités ?). Mais c'est cette ligne qui va l'emporter avec la révolution d'Octobre, et leurs adversaires vont faire la preuve que leur position n'était rien d'autre que la trahison des objectifs proclamés !

Avec la création de l'Internationale Communiste, la question de "l'étape" ne se pose pas pour le mouvement ouvrier européen et nord-américain, mais se pose pour le mouvement de libération nationale anti-colonial, et les pays dominés par l'impérialisme. Ayons à l'esprit que Lénine pose la question de la révolution socialiste possible dans les pays "retardataires". Et surtout que la révolution nationale de libération, pour l'emporter sur l'impérialisme, doit s'appuyer sur l'URSS et sur la construction du socialisme, en construisant les bases économiques nécessaires pour la transformation sociale. Pour l'Internationale jusqu'en 1923, pour le mouvement ouvrier, la perspective immédiate est la révolution socialiste, dans une situation où la configuration des États bourgeois est instable suite à la guerre mondiale, et où la stratégie repose sur les Soviets, la stratégie de double pouvoir (Lénine dans *La Maladie Infantile du communisme : le Gauchisme,* est nuancé, car il prend conscience que le mouvement révolutionnaire risque de connaître une pause, et le capitalisme une période de stabilisation relative). Mais la question de "l'étape" va ressortir après la disparition politique de Lénine, avec les thèses de Trotsky (au lieu de nous accuser de trotskysme, on devrait s'interroger sur ces thèses !) sur l'avenir de l'Union Soviétique : le socialisme dans un seul pays est impossible, il faut attendre que la révolution mondiale (permanente) soit victorieuse, et donc avoir comme objectif des "gouvernements ouvriers" (pas "socialistes", donc pas la dictature du prolétariat, quoique les trotskistes prétendent). Si l'on analyse cette position, c'est sous une phraséologie "révolutionnaire", la reprise de la stratégie des mencheviks. Mais l'Internationale Communiste repoussera cette forme de l'opportunisme tandis que Trotsky et les siens rejoindront les contingents "de gauche de la contre-révolution".

Pour autant, l'Internationale communiste s'était fixé des étapes après la stabilisation relative du capitalisme : la bolchévisation des partis communistes, l'aide à la formation des organisations de libération nationale, etc, mais ces étapes-là n'ont rien à voir avec la question qui nous préoccupe. Sur quoi s'appuyait ce rejet d'une "étape" entre la situation politique et la révolution, alors même que la situation avait changé, que la révolution n'était plus la question "immédiate" ? Sur le fait qu'avec la guerre mondiale impérialiste et la révolution d'Octobre, la crise générale du capitalisme devenait la caractéristique du système et que la période était celle du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale. La crise de 1929, et le VI^{eme} Congrès de l'IC devaient confirmer si besoin était cette analyse.

Cependant, "l'étapisme" allait revenir avec force dans les rangs communistes en 1936 (la date est importante, ce n'est pas celle du Congrès de l'Internationale qui eut lieu en 1935), avec les politiques de Front Populaire en France et en Espagne particulièrement. Pendant cette période, la direction de l'Internationale et des Partis concernés, à aucun moment n'interviendra, pour que les

Partis communistes avancent des mots d'ordre de mobilisation contre la bourgeoisie en tant que telle, en partant de l'analyse, de l'IC d'ailleurs, que le fascisme par son contenu de classe – la bourgeoisie monopoliste – trouve ses racines dans la société capitaliste ! L'accent était uniquement porté sur le barrage antifasciste en ignorant la nécessité de mobiliser les masses pour s'attaquer directement, politiquement (préparer l'affrontement révolutionnaire) à la base sociale d'appui du capitalisme. Il faut dans le même temps comprendre comment cette déviation (ce ne sont pas les décisions du Congrès) a pu se développer : la politique du Front Populaire était celle des communistes. La social-démocratie n'avait de cesse de l'entraver, trotskistes et anarchistes tentaient de le briser au nom de la Révolution (quand nous disons *préparer l'affrontement révolutionnaire*, cela ne signifie pas que la situation l'était, mais que le parti devait le préparer dans les masses) ; et que dire des Partis de la petite bourgeoisie type Parti Radical ! Toutes les forces de la bourgeoisie étaient coalisées, ses deux objectifs étaient l'éradication des cadres de la classe ouvrière et de l'Union Soviétique, ainsi que la bataille pour le repartage du monde. L'Internationale ne pouvait pas ne pas tenir compte de cela, tandis que le groupe criminel d'Ejov (responsable de la sécurité de 1935 et 1938) joua un rôle non négligeable auprès d'elle en s'attaquant à ses dirigeants qui avaient des positions critiques ou susceptibles de l'être sur cette politique (Bela Kun).

Mais c'est à la sortie de l'occupation nazie que le mouvement communiste rencontra de nouveau "l'étapisme". Et cette fois-ci, il s'installa durablement. Il se présenta sous des formes différentes.
C'est ainsi que les démocraties populaires furent d'abord présentées comme étant des États qui n'étaient pas prolétariens, mais qui n'étaient plus des États bourgeois (et donc une étape vers le socialisme). De fait, c'est la logique même de la lutte des classes qui va déboucher sur la transformation socialiste des sociétés d'Europe de l'Est. Lors du V^{eme} congrès du PC de Bulgarie, Georges Dimitrov, qui en 1946 annonçait que la démocratie populaire permettrait d'éviter la dictature du prolétariat, a donné une critique juste de cette question, et montré que le parti avait pendant un temps pris du retard.

Dans son rapport, il dit :

Dans la situation issue des élections à la Grande Assemblée Nationale et de la constitution d'un gouvernement sous la direction immédiate de notre Parti, le développement des forces productrices, l'accroissement de la puissance économique du pays, du bien-être des travailleurs, n'étaient pas réalisables sans s'attaquer radicalement à la base économique de la classe capitaliste. Et l'expérience bulgare confirme la thèse léniniste, spécifiant que, dans les conditions du capitalisme en décomposition et de la crise organique de la démocratie bourgeoise qui fait naître le fascisme, aucune réforme démocratique sérieuse et durable n'est possible, qu'on ne peut aller de l'avant sans entamer les fondements du capitalisme, sans faire des pas vers le socialisme...

On peut ici constater que la tactique de 1936-1939 est aussi soumise à la critique, en marxiste-léniniste.

Il ajoute :

Il faut dire, cependant, qu'il y eut quelque retard… le Parti continua à travailler en grande partie sous le signe de ses anciens mots d'ordre. Nous avons apporté une certaine lenteur à la défaite de l'opposition réactionnaire. Nous continuions à parler de la possibilité d'harmoniser les intérêts des industriels et des commerçants privés avec les intérêts généraux de l'Etat, alors que la situation dans son ensemble autorisait l'application de mesures décisives pour supprimer la domination du grand capital et qu'existaient déjà les possibilités, ainsi que les forces nécessaires permettant de passer plus résolument à l'édification des fondements du socialisme dans notre pays.
… Mais il est nécessaire de dire qu'à cette époque-là, la transition vers le socialisme nous semblait être la question d'un avenir relativement éloigné, que la situation intérieure et extérieure ne

permettait pas encore d'entreprendre pratiquement des transformations aussi radicales… Ceci confirme une fois encore, qu'il est plus facile d'acquérir les principes du marxisme-léninisme que l'aptitude de les appliquer correctement et en temps voulu, à chaque nouvelle étape du développement social.

Puis il fait une analyse sur la démocratie populaire comme forme de pouvoir prolétarien pour la construction du socialisme, sa place dans le combat mondial contre l'impérialisme.

Mais dans sa clôture du congrès, il revient sur la question, car des congressistes n'ont pas compris ce qu'il voulait dire :

Selon la position marxiste-léniniste, le régime soviétique et le régime de démocratie populaire ne sont que deux formes d'un seul et même pouvoir : celui de la classe ouvrière, alliée aux travailleurs des villes et des campagnes et combattant à leur tête. Ce sont deux formes de la dictature du prolétariat… Le passage au socialisme ne peut s'effectuer en dehors de la dictature du prolétariat agissant contre les éléments capitalistes et pour l'organisation de l'économie socialiste.

Le débat eut lieu dans toutes les démocraties populaires. Une bataille politique intense se déroula avec les éléments opportunistes dans les différents pays, éléments qui freinaient le mouvement révolutionnaire, et qui objectivement faisaient le jeu de la social-démocratie internationale comme fer de lance de la bourgeoisie internationale, et au moment où Tito brisait l'unité. Lors de la montée de la contre-révolution, on vit ressurgir les "partisans" (pas seulement à l'Est) de la démocratie populaire comme alternative au socialisme : des régimes "démocratiques", ni bourgeois, ni prolétariens. Et on peut aussi se poser la question de savoir si les dirigeants du Parti qui ont trahi, au fond, n'étaient pas les héritiers de cette orientation, traduisant la capitulation devant les difficultés et leur faiblesse idéologique.

Mais c'est en occident et en Amérique Latine que "l'étape" s'imposa. Avec les gouvernements issus de la Résistance en France et en Italie, les immenses conquêtes sociales obtenues ! Face à l'absence de perspectives politiques immédiates qu'entrainèrent la guerre froide et la croissance capitaliste plus oue moins continue jusqu'en 1973, les partis communistes proposèrent aux travailleurs de se battre pour leur unité (mais posée en termes d'alliance avec la social-démocratie, non en termes de défaite de l'idéologie et de la mise en échec de la politique social-démocrate) pour revenir aux "jours heureux"! Le XXème congrès du PCUS (1956) donna le substrat idéologique à cette question, tout comme d'ailleurs la thèse de la voie non capitaliste de développement en Afrique notamment. Le seul parti qui a su à notre connaissance surmonter le problème fut le Parti communiste portugais lors de son IVème congrès, et cela déboucha sur le renversement du fascisme et la seule tentative de révolution socialiste en Europe depuis la défaite des camarades grecs en 1948. Mais aujourd'hui, ils semblent avoir oublié les leçons tirées par Alvaro Cunhal au VIIIeme congrès du parti en 1976 !

En France, ce fut la "démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme" (1968). Cette démocratie était présentée comme le chemin balisé devant préparer le rassemblement populaire derrière la classe ouvrière pour l'assaut final contre le capital. Mais dans le strict cadre d'un programme commun avec le PS, dans le cadre du pouvoir bourgeois ! Programme prétendant régler la question sociale quasiment sous le capitalisme (le caractère démocratique de l'enseignement par exemple). On sait comment les choses se sont terminées ! Par conséquent, sous quelque forme que ce soit, il ne peut être envisagé que soit réintroduite, même subrepticement en employant d'autres expressions, une telle idée.

C'est vrai en France comme ailleurs : les "expériences" en Amérique Latine, nettement plus valorisantes pourtant ne débouchent pas sur une autre conclusion : le Chili de 1973 (depuis, les

gouvernements Bachelet, c'est autre chose), le Nicaragua sandiniste, le Salvador du Front Farabundo Marti, la Guyana, la Bolivie (pas seulement celle d'Evo Morales), ont montré - et le Venezuela d'aujourd'hui en fait la démonstration -,que face au capitalisme impérialiste, il n'y a pas d'autre alternative susceptible de l'emporter que la révolution socialiste.

Pourquoi ? Parce que l'ère que nous vivons est celle du passage du capitalisme au communisme (étape socialiste). Nous venons (le prolétariat et son avant-garde) de subir une défaite historique, il faut reconstruire le mouvement révolutionnaire, redonner à la classe ouvrière sa confiance en elle, mais pour autant nous n'avons pas changé d'ère ! Est-ce que cela veut dire que la situation est révolutionnaire ? Non. Cela veut dire que l'objectif qui doit guider notre stratégie, c'est la révolution socialiste, et que nous ne devons pas nous préparer à une "étape" politique de transformation sociale. Ce qu'il faut, c'est avancer un programme, à plus ou moins court terme, (et à l'heure actuelle c'est plutôt moins, hélas...) programme qui mobilise la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs contre la politique du Capital, pour la satisfaction des revendications et des besoins fondamentaux, pour les droits démocratiques, en aidant à comprendre que pour gagner vraiment, c'est le capitalisme qu'il faut renverser. C'est d'ailleurs dans cette perspective, dans nulle autre sur le plan purement stratégique (donc programmatique), que le PCRF se prononce pour la rupture avec l'Union Européenne.

Et pour rassurer ceux qui auraient besoin de l'être, il y aura des étapes : reconstruire le parti, unifier les communistes, redonner son contenu de classe au syndicalisme, reconstruire un mouvement pour la paix reposant la bataille contre l'impérialisme … Mais pas d'étape genre "démocratie avancée" ou "République sociale" ouvrant la marche au socialisme, car nous pensons que c'est la voie de garage : cela part de l'idée que la gestion des affaires de la bourgeoisie (c'est son appareil d'État) pourrait assurer les intérêts du prolétariat !

Comme on le voit, le surgissement de cette tendance à l'opportunisme est profonde et de fait, elle trouve sa "légitimité" dans l'apparence des rapports sociaux sous leurs formes politiques, dans des formes d'électoralisme ou d'illusions pacifiques de la marche au socialisme, dans "l'oubli" de ce qui est la spécificité des communistes : ils n'existent que pour donner à la classe ouvrière l'instrument dont elle a besoin pour renverser le capitalisme et construire le socialisme-communisme.

La question du Parti

Lorsque nous avons créé le PCRF, nous avons voulu attirer l'attention des travailleurs sur la nécessité du Parti pour mener la lutte des classes à son terme en édifiant la société communiste. C'est une tâche complexe et qui n'a rien à voir avec l'auto proclamation que le parti est créé. Nous avons posé face à la classe ouvrière le problème, il reste à construire le parti. Les deux ans passés montrent, si besoin était, les difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

Tout d'abord, le contexte n'est pas la perspective révolutionnaire immédiate : la contre-révolution continue de marquer le rapport des forces.

Elle a provoqué un recul de la conscience de classe à l'échelle internationale, aggravé par le fait que dans bien des cas, la contre-révolution l'a emporté avec le soutien des anciennes directions des partis dans les pays socialistes, tandis que dans les pays capitalistes, les directions eurocommunistes ont capitulé purement et simplement, comme c'est le cas pour notre pays. Certes la trahison de classe avait eu lieu avant la défaite, mais celle-ci a rompu les amarres qui rattachaient ces partis au mouvement révolutionnaire fussent-elles ténues (Le parti japonais n'a plus rien de communiste depuis les années 60).

En France, si le ralliement au révisionnisme a lieu au XXIIème Congrès du PCF en 1976, sa liquidation comme parti se fait sous la houlette de Robert Hue à la fin du siècle précédent en parallèle avec ce qui se passe en Italie. Il est significatif que là où les partis ont résisté au plan théorique et politique, même s'il y a eu recul et si pour certains partis les tendances opportunistes demeurent, ces partis ont conservé leur influence dans la classe ouvrière et continuent de jouer un rôle politique fondamental. Soulignons de nouveau à ce propos le caractère exemplaire du KKE qui a su à la fois battre l'eurocommunisme, consolider le parti et son influence dans la classe ouvrière, questionner l'histoire du mouvement communiste sur une base de principe.

Mais les difficultés que nous rencontrons ont aussi leurs causes dans le propre mouvement du capital :

Ainsi les modifications dans les processus de production, les restructurations industrielles, la délocalisation des sites industriels notamment, les modifications dans la qualification des travailleurs, la numérisation, ont contribué à la démoralisation de la classe ouvrière. Les campagnes de la bourgeoisie pour faire « disparaître » celle-ci ont d'autant plus d'impact qu'il n'y a pas, dans notre pays par exemple, de riposte, du fait de la liquidation du PCF.

C'est ainsi que l'on voudrait faire croire que la classe ouvrière se réduirait au seul « secteur secondaire », excluant l'énergie, le BTP, les transports ; que sa composition serait liée à ses revenus, amenant sa disparition au profit des soi-disant classes moyennes, qui composeraient le substrat de la collaboration des classes : d'un côté les 1% immensément riches, de l'autre une minorité de pauvres, et, au centre, les classes moyennes.

A cela viennent s'ajouter les campagnes contre l'unité de la classe ouvrière, menées par le féminisme bourgeois, et qui visent non pas à unir au-delà des contradictions la classe, mais à opposer ses éléments selon leur « genre ». Il en est de même avec toutes les tentatives de fragmenter la classe en insistant sur ce qui est susceptible de diviser : CDI contre CDD, titulaires contre précaires, fonctionnaires contre personnels sans statuts, etc. Et il y a les tentatives permanentes d'opposer les travailleurs sur la base de leurs origines ethniques ou de leurs affinités religieuses, les jeunes contre les seniors, tout comme de remplacer la lutte contre l'exploitation

capitaliste par des luttes contre des oppressions de différents types (raciales, sexuelles…). Ce qui ne veut pas dire que l'oppression ne nous concerne pas, mais que celle-ci doit viser à unir la classe, pas à la diviser. Enfin, il faut prendre toute la mesure de la campagne intense, permanente, menée autour des questions écologiques, et en particulier, sur les questions climatiques. Elle vise ouvertement à la collaboration des classes : tous solidaires pour le climat et aussi tous solidaires pour financer « la transition énergétique » face à la catastrophe que l'on nous prédit.

En réalité, il s'agit de mobiliser l'opinion publique pour faire financer par les masses populaires les investissements dont a besoin le secteur du capital monopoliste qui a choisi le « capitalisme vert » ; il s'agit aussi de détourner l'attention du fait que l'on ne pourra sortir de la crise écologique sans sortir de la crise générale du capitalisme, c'est-à-dire sans la révolution socialiste. Et d'autre part, on tente de conditionner les masses à accepter l'austérité.

Mais pour comprendre (et surmonter) nos difficultés, il faut partir de la conception marxiste-léniniste du Parti.

La conception du Parti est un des héritages politico-théoriques de Lénine. Pour Marx et Engels, jusqu'à la création du SPD, le parti ouvrier est le rassemblement organisé de la classe ouvrière dans une structure volontaire, rassemblant ceux qui ont l'objectif de combattre le capitalisme. Ce qui explique qu'il y ait des courants idéologiques qui s'affrontent, le socialisme scientifique étant minoritaire et en cours d'élaboration. Avec le SPD, le parti est plus structuré idéologiquement, mais il reste encore l'expression d'une simple unité politique (présence des Lassaliens et conciliation des marxistes avec eux lors des congrès de Gotha et d'Erfurt).

Lénine va être le théoricien d'une conception nouvelle du Parti : à l'unité organisationnelle et politique du Parti, il va ajouter deux éléments : l'unité idéologique et théorique. Le parti répondait ainsi aux besoins de l'unité de la classe ouvrière et à son organisation. Car l'objectif est bien d'organiser les masses (pas seulement dans le Parti d'ailleurs, mais aussi au plan syndical et dans toutes luttes à mener). Cela passe par une hiérarchisation des responsabilités, un appareil central, une structuration des organisations régionales et locales, et des révolutionnaires professionnels qui permettent à la classe ouvrière d'avoir ses propres cadres.

La lutte idéologique, les débats théoriques pour être à même de mieux maitriser les conditions de la lutte des classes, implique une discipline de fer au plan politique et la mise en place d'un nouveau type de fonctionnement : le centralisme démocratique où la minorité se soumet à la majorité dans l'action.

Ainsi le parti organise-t-il les travailleurs les plus conscients et participe, par son activité, à l'organisation de la classe à tous les niveaux.

Cette organisation suppose des réunions régulières où l'on discute de tous les aspects politiques de la situation et des objectifs à atteindre, l'objectif étant que l'ensemble du parti ait une certaine homogénéité politique, une activité éducative, pour que les militants aient un niveau théorique leur permettant de procéder à l'analyse de la situation concrète.

Pour Lénine, l'Internationale, parti mondial, est l'expression la plus haute de l'unité de la classe ouvrière. Aujourd'hui, c'est la fraction du MCI, à laquelle appartient l'Initiative des Partis communistes européens, et des partis des autres continents, qui fondamentalement, par leurs positions anti-opportunistes, expriment la nécessité de retrouver ce degré d'unité, indispensable à la reprise de l'offensive par la classe ouvrière.

A travers ce qui vient d'être dit, et sans épuiser le sujet, nous pouvons voir l'ampleur du travail qui nous attend et aussi mieux comprendre nos difficultés.

Nous n'avons qu'un embryon de travail organisationnel, nos structures fonctionnent mal, n'ont pas une activité permanente et régulière. Mais le plus grave, c'est que nous avons tendance à céder devant les campagnes de la bourgeoisie sur le fait qu'aujourd'hui l'organisation serait dépassée et pourrait être remplacée par Internet et les réseaux sociaux. Certes ceux-ci sont un plus dans la propagande, et dans la communication interne, mais en aucun cas ils ne peuvent se substituer à une réunion de cellule, de section, de fédération.

Et il faut tourner le dos à « l'horizontalisme » à la mode, pour avoir une organisation fonctionnant sur la base du centralisme démocratique, qui justement permet de lier le fonctionnement vertical (de bas en haut et de haut en bas) au large déploiement des activités locales visant à l'organisation des masses autour des objectifs et des initiatives du parti.

Dernière réflexion : la question de l'implantation dans les entreprises.

Nous avons peu avancé dans ce domaine. Il faut s'interroger sur nos méthodes d'approche. Être plus sur les lieux de conflit avec des tracts spécifiques, et en proposant l'adhésion, en popularisant la lutte auprès de la population et des autres entreprises : ce devrait être plus payant que d'aller à la porte d'une entreprise vendre le journal de manière formelle. Par contre tenter de rencontrer les travailleurs dans les cafés, les gares peut finalement nous ouvrir les portes des entreprises.

Mais il semble que dans les conditions actuelles, il y a une autre possibilité que nous avons peu utilisée : c'est le travail dans les UL et les UD. Nous y faire connaître comme militants de lutte de classe, diffuser le journal, être présent comme communiste (idem à la FSU), c'est comme cela que nous pouvons établir des liens avec les entreprises et nous implanter. Et rien ne nous en empêche, puisque nous sommes normalement tous syndiqués, y compris les retraités. Il suffit de s'impliquer y compris en affrontant les réformistes. C'est comme cela qu'on aidera le syndicalisme de classe à relever la tête et qu'en même temps il nous aidera à reconstruire le mouvement révolutionnaire.

Sur l'aggravation des contradictions inter-impérialistes et nos tâches dans la mobilisation de la classe ouvrière et des masses populaires pour la paix contre l'impérialisme

Lénine a pu dire que l'impérialisme, c'était la guerre. Pour mémoire, pour lui, l'impérialisme n'est pas une politique, mais le stade suprême du capitalisme, et donc le résultat même du développement historique du capitalisme.

Il en est la phase finale, car il y réalise l'aboutissement des grandes tendances de développement de ce mode de production. C'est pourquoi il est putrescent, il pourrit sur place, ses contradictions n'étant pas résolubles autrement que par son élimination, par le renversement de la domination de la bourgeoisie et l'édification de la société socialo-communiste. L'impérialisme, c'est le capitalisme de monopoles, ceux-ci n'ont comme finalité que la recherche du profit maximum pour l'oligarchie financière, qui, pour ce faire, vise au contrôle total et exclusif des secteurs économiques et de la société. Il n'est pas important de savoir s'il y a plusieurs groupes dans le même secteur, car de toute façon chacun vise le monopole soit en contrôlant directement soit par un jeu d'alliance avec les concurrents. Il ne s'agit pas que du monopole de la production interne mais du monopole au plan du marché capitaliste mondial. Raison pour laquelle les monopoles de chaque pays s'appuient sur les appareils d'État pour ajouter à leur propre puissance économique celle de l'État au plan militaire et politique. Dans ce cadre, rien d'étonnant à ce que la guerre, la prolongation de la politique par d'autres moyens, soit en permanence à l'arrière-plan de la scène politique. Et que, au-delà des conflits régionaux permanents où les grandes puissances impérialistes interviennent de manière plus ou moins directe (exemple la France auprès de l'Arabie Saoudite ou en Syrie), cela peut à tout moment déboucher sur une guerre mondiale. L'impérialisme en a déjà provoqué deux et s'il n'y en a pas eu une troisième, c'est par le fait de l'existence d'une communauté socialiste qui obligeait les puissances impérialistes au compromis entre elles (la « vassalisation derrière les États-Unis d'Amérique »). La contre-révolution l'ayant emporté, la tendance à contenir les contradictions n'a plus de raison d'être et chacun se referme sur son acquis ; la France, largement remise en question par les concurrents de l'UE et des États-Unis (et depuis quelques années par la Chine), quant à son influence en Afrique, tente de se tailler une meilleure part du gâteau.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'élection de Trump aux États-Unis, élection qui constitue une rupture avec la politique précédente qu'incarnaient Obama et Hillary Clinton.

Rupture non pas avec le caractère impérialiste des États-Unis, mais avec la mise en œuvre de sa politique. Mais rupture qui semble diviser profondément l'oligarchie financière yankee. Pour l'essentiel, la politique étrangère des États-Unis jusqu'à Trump visait, sur la base de la situation issue de la seconde guerre mondiale et de l'hégémonisme US, à faire accepter cette hégémonie par ses alliés en leur faisant quelques concessions. Le gouvernement US organisait le cadre collectif dans lequel les contradictions inter-impérialistes agissaient. Avec Trump, on a une autre forme de politique mise en œuvre, qui s'apparente à ce que l'on appelle « l'isolationnisme US » : les États-Unis ne s'impliquent jamais avec des alliés pour résoudre les questions de politique internationale. Attention, ils peuvent participer à des opérations militaires avec des alliés, mais pour la résolution du problème, ils agissent en vue de leurs seuls intérêts stratégiques. Idem pour les traités commerciaux multilatéraux ou autres (accord de Paris sur l'environnement). C'est très net si l'on considère les deux derniers sommets du G20, où les États-Unis ont empêché qu'il y ait adoption d'un texte commun. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de traité, mais il faut être clair, ceux-ci répondront à 100% aux intérêts US. Et ils seront déchirés si Washington le décide. Mais du coup, l'ensemble des contradictions inter-impérialistes s'aiguisent et ce d'autant plus qu'il y a des

nouveaux venus : la Russie et la Chine, la Turquie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite et le Qatar…

Traités déchirés, avons-nous dit, et pas n'importe lesquels : Accord avec l'Iran sur le nucléaire, Traité sur les Forces Nucléaires à portée Intermédiaire (FNI) signés par Gorbatchev et Reagan, Accords de Paris sur l'environnement… C'étaient des accords qui avaient mis des mois à être mis au point. Et tant le retrait de l'accord FNI que la dénonciation de l'Accord avec l'Iran font peser le risque de guerre mondiale. Déjà la Russie, qui fait la promotion de son armement grâce à tous les moyens de communication qu'elle s'est donnés, a annoncé qu'elle se retirait à son tour des Accords de 1989.

D'un autre côté l'OTAN, dont les États-Unis ont le leadership, continue sa politique agressive malgré les relations tendues avec la Turquie (pour acquisition de batteries antiaériennes russes), tensions qui peuvent déboucher sur de nouvelles crises entre « alliés ». Ces contradictions poussent certains (la France en particulier) à la mise en place d'une armée « européenne ». Mais elle ferait double emploi avec l'OTAN ou bien n'aurait aucune autonomie. Toujours est-il que dans les conditions actuelles, une telle armée répond aux intérêts de la France impérialiste : elle a l'armée continentale la plus engagée dans des conflits (Libye, Kossovo, Mali, Centre Afrique, Afghanistan, Irak, Syrie …), elle est seule à posséder l'arme atomique, et donc logiquement c'est elle qui en assurerait le commandement conduisant au renforcement de ses positions dans l'UE et ce, au moment où les contradictions avec l'Allemagne éclatent au grand jour. La création annoncée d'une force militaire spatiale par Macron s'inscrit dans cette démarche.

Mais les relations de l'Union Européenne avec les États-Unis sont loin d'être au beau fixe.

Paris et Berlin, sur des positions quoique différentes, s'opposent à Washington sur un certain nombre de questions (l'Iran, la question israélo-palestinienne, les questions environnementales du point de vue du capitalisme vert…), et Paris et Berlin accumulent les désaccords. De même, les relations États-Unis/Royaume Uni ont été marquées par des tensions inédites (démission de l'ambassadeur de Londres à Washington) : Thérésa May aurait-elle été considérée comme trop proche des positions Obama-Clinton ? Et le conflit Qatar/Arabie Saoudite a vu Londres soutenir le Qatar, tandis que Washington soutenait Ryad.

Pour autant, l'aiguisement de ces contradictions apparaissant au grand jour ne peut faire oublier que contre les peuples et les gouvernements qui ne veulent pas obtempérer, l'unité se ressoude. L'attitude de soutien aux putschistes potentiels du Venezuela et la reconnaissance par les Occidentaux de la marionnette qui prétend être président de la République, illustrent bien cette situation.

Mais le danger de guerre vient aussi de la montée des tensions autour de la Chine et de la Russie.

Ces deux pays ont leurs ambitions mondiales que ne peuvent accepter les États-Unis et l'Union Européenne. Il y a des problèmes géostratégiques, mais ne perdons pas de vue qu'ils découlent de l'économie : Les États-Unis voient avec crainte la Chine menacer leur première place, et ils se sont lancés dans une guerre commerciale épaulée par leur déploiement militaire en Asie et plus particulièrement sur mer. Les contrats avec Taïwan jettent de l'huile sur le feu. De son côté, la Chine poursuit la modernisation de ses forces armées et maritimes. Il en est de même avec la Russie : Washington a tout fait pour mettre en échec le gazoduc de la Baltique, mais a échoué, aggravant ses relations avec l'Allemagne. Mais la Russie n'est pas seulement exportatrice de gaz : elle exporte entre autres de l'armement, qui apparaît très fiable et qui concurrence l'industrie US (et française). Le contrat passé avec la Turquie pour l'achat de missiles S400 par cette dernière, a

provoqué la colère de Washington qui en représailles a décidé d'écarter les Turcs, une des armées les plus importantes de l'OTAN, de l'achat d'avions de chasse F35. Du coup, Ankara s'intéresse aux Sukoïes russes. Or la Turquie n'est pas une exception, même si ce qui la singularise, c'est qu'elle appartient à l'OTAN ! Le rôle joué par la Russie en Syrie au plan militaire a constitué une excellente publicité pour l'industrie d'armement russe largement ouverte à tous ceux qui veulent lui acheter ses productions (ce qui montre bien que la Russie n'est pas l'héritière de l'Union Soviétique).

Dans le même temps, les États-Unis ont radicalisé leur soutien aux criminels sionistes à la tête d'Israël, et après avoir détruit l'Irak, ruiné la Syrie, ils apportent leur soutien à la guerre criminelle de l'Arabie Saoudite au Yemen, ils menacent l'Iran, ennemi désigné d'Israël et de Ryad, dont les accointances sont publiques. Or Israël possède l'arme nucléaire et en menace Téhéran.

Ce tour d'horizon ne prétend pas à l'exhaustivité, mais à faire prendre conscience que la lutte anti-impérialiste pour la paix nécessite la présence des communistes sur ce terrain.

D'une part parce que notre impérialisme est particulièrement imbriqué dans le système des alliances militaires, dans les guerres locales, les ventes d'armes, mais aussi parce que le cadre général des relations internationales se dégrade de telle manière qu'un incident secondaire pourrait mettre le feu aux poudres et déboucher sur une catastrophe. Or les peuples sont toujours les victimes des guerres. Il revient à la classe ouvrière (à son parti) de porter le drapeau de la paix entre les peuples, en luttant contre son propre impérialisme et en développant l'internationalisme prolétarien, en n'oubliant pas que le garant de relations pacifiques durables, c'est le renversement du capitalisme, le socialisme-communisme étant de par son essence de classe opposée à la guerre, à l'inverse de l'impérialisme.

Il revient donc aux communistes de participer à l'organisation des masses dans la lutte contre la guerre impérialiste, dans un domaine où tout l'acquis des luttes menées depuis les années 20 jusqu'aux années 60 a été dilapidé, liquidé par les réformistes révisionnistes.

En particulier, il nous faut mettre en avant notre opposition à la force de frappe nucléaire, dont le soutien par Marchais après 1976 a contribué à la liquidation du mouvement de la paix et de l'organisation qui portait ce nom.

Il nous faut, là encore, aller aux masses et ne pas céder sur nos positions : là où le Mouvement de la Paix survit, il faut y participer, en se battant pour l'abandon par la France de la force de frappe de manière unilatérale et pour sortir du pacifisme bêlant comme des grandes envolées lyriques sur le développement, cache-sexe pour couvrir le refus d'une réelle bataille anti-impérialiste pour la paix. Ailleurs, il faut voir s'il n'est pas possible de rassembler sur ces bases des travailleurs en formant des comités autonome ou susceptibles de rejoindre le Mouvement de la Paix. Et ailleurs encore, rejoindre des organisations qui, quelle que soit leur prévention à notre égard, jouent un rôle d'agitation et de mobilisation sans pour autant prêter le flanc aux manipulations « gauchistes ».

L'analyse de Jaurès « *L'impérialisme porte la guerre en lui comme la nuée porte l'orage* » est particulièrement actuelle. La victoire de la contre-révolution en 1989/91 a été une défaite du camp de la paix, et elle a ouvert la boîte de pandore des conflits, de l'aiguisement des contradictions inter-impérialistes. Il est temps là-aussi que la classe ouvrière réinvestisse le terrain de la lutte pour la paix anti-impérialiste. C'est un élément du combat de classe révolutionnaire pour la victoire du socialisme-communisme, seul capable d'édifier un monde de paix, de justice et de progrès social.

Les Gilets Jaunes doivent être gagnés au drapeau rouge !

Maurice Cukierman

Depuis fin novembre, la situation politique dans notre pays est marquée par l'irruption du mouvement des Gilets Jaunes. Son point de départ s'y prêtait : en pleine période d'offensive idéologique du néolibéralisme, dont un des thèmes récurrents est la baisse de l'impôt, c'est la hausse des taxes sur le carburant et l'annonce de l'alignement du prix du diesel sur celui de l'essence qui ont mis le feu aux poudres.

Poujadisme, extrême-droite ou mise en cause de la politique de classe du gouvernement ?

Très vite, les journalistes, comme certains responsables politiques et syndicaux, ont évoqué le poujadisme. Et pas par hasard : c'est contre les impôts que Poujade avait mobilisé les petits commerçants, et un des députés de son groupe parlementaire, s'appelait… Jean-Marie Le Pen. Pour Macron et son gouvernement, dénoncer le caractère poujadiste s'inscrivait dans la manœuvre du second tour des présidentielles : se retrouver en face à face avec une force politique marquée par ses antécédents fascistes, pour rassembler derrière soi tous ceux qui sont inquiets de la progression des forces fascisantes, en France et dans le monde. Il s'agissait de préparer les élections européennes sur cette base. Pour l'Élysée et Matignon, considérablement affaiblis depuis l'été, avec les départs de Hulot, de Colomb, de la ministre de la culture, les difficultés du remaniement, l'affaire Benalla, et un mécontentement social sans précédent depuis des années, l'affaire était entendue : la contestation des taxes permettrait de diaboliser ses adversaires tout en faisant apparaître le gouvernement comme à la pointe du combat écologique quand sa politique dans ce domaine est, pour le moins, contestée. Il est d'ailleurs incontestable que les forces les plus réactionnaires (RN et LR), au début, ont cherché à tirer parti de ce mouvement : le côté prétendument poujadiste les satisfaisait, et leur permettait de les intégrer à leur campagne pour de nouvelles baisses d'impôts, d'exemptions de taxes et aussi des cotisations sociales. Mais il ne faut pas perdre de vue une chose : ces campagnes du RN et de LR sont les mêmes que celle du gouvernement en la matière, et elles concourent à la mise en œuvre de la politique engagée depuis le début du quinquennat Macron ; suppression de l'ISF, attaques contre les budgets municipaux, diminution des prélèvements sur les hauts revenus, exemption des taxes sur les bas salaires et des cotisations sociales, mesure que l'on s'apprête à élargir en défiscalisant les heures supplémentaires. Macronistes, Le Penistes, LR, peuvent diverger sur l'ampleur des mesures, sur des détails, mais ils se retrouvent sur le fond : **il s'agit d'une politique de classe, assurant un élargissement des sources de l'accumulation capitaliste pour les monopoles et de l'oligarchie financière**. Cela est accompagné par les violentes attaques contre les services publics, l'ouverture au privé de tout ce qui peut être rentable du point de vue capitaliste, les attaques contre les retraites, les allocations chômage, la sécurité sociale, l'augmentation de la CSG pour les retraités, la précarité, la dérégulation des droits des travailleurs, les bas salaires, leur blocage de fait comme celui des pensions de retraite - que le gouvernement classe maintenant dans les allocations sociales – un niveau de chômage qui reste très haut (et ne peut être masqué par les opérations de camouflage), accompagné par la montée de la précarité ! Et dans un autre registre, mais en arrière-fond, c'est l'arrogance de classe de petit marquis d'Ancien Régime d'un Président de la République, dont nous avons caractérisé dès 2017 son orientation idéologique d'extrême-droite, ce qu'il a confirmé à plusieurs reprises, mais notamment quelques semaines avant la "crise", en tentant subrepticement de réhabiliter le Pétain de la guerre de 1914-1918, (mais tout aussi réactionnaire qu'après), en lui restituant son titre, en taisant les décimations de 1917 !

Au cœur de la crise politique!

Dans ce contexte, l'augmentation des taxes sur l'essence et le diesel a provoqué une colère inattendue dans des couches sociales qui jusque-là ne s'exprimaient plus : elles s'étaient détournées des élections directement politiques, se réfugiant dans l'abstention, plus que dans le vote blanc, désabusées par les promesses non tenues depuis 1981 par "le parti unique" de la bourgeoisie (PS, RPR, UMP, LR). Couches sociales livrées à elles-mêmes, conjointement par le ralliement des dirigeants du PCF au capitalisme et leur rupture avec un positionnement de classe entraînant la déliquescence organisationnelle de ce parti, et la domination du réformisme de "l'aristocratie ouvrière" dans le mouvement syndical (que traduit le poids de l'UGICT dans la CGT et le fait que, même sur le fil, la CFDT est devenue la première centrale syndicale en termes de voix aux élections professionnelles cf. notre note en page …). Les Gilets Jaunes dans leur ensemble n'ont pas participé aux mouvements sociaux de ces dernières années, à cause du manque de perspectives politiques,

mais aussi par fatalisme : d'un côté, les grandes mobilisations depuis 2002 n'ont pas été victorieuses, la CFDT les a entravées et trahies, la CGT n'a pas marqué la différence (et l'affaire Le Paon n'a pas été sans effet); et de l'autre, la violation des résultats du référendum de 2005 sur la Constitution européenne a contribué à renforcer l'idée qu'il n'y avait rien à faire. Macron et ses prétentions à bouleverser le cadre politique, n'a pas fait illusion chez les actuels Gilets Jaunes, même si le "ni droite ni gauche" du premier et le "rejet de la politique" des seconds semblent aller dans le même sens, tout comme le discours antiparlementaire. Mais le caractère massif de l'abstention et du vote blanc lors des élections de 2017 (moindre au deuxième tour des présidentielles) a contribué à discréditer le régime politique : 400 députés pour 17% des voix du nombre d'inscrits, ça ne fait pas sérieux ! Or ce sont les bénéficiaires de cette escroquerie politique qui, depuis leur arrivée dans l'exécutif, ont nourri (pour leur projet "démocraticide" de recomposition du champ politique) une campagne permanente contre les élus, contre le rôle du parlement (relayé en cela souvent par les Verts et le PS au nom de prétendus principes "éthiques" comme le prétendu patriarcat ou la question du cumul). Or les mêmes, comme leurs prédécesseurs du PR ou du PS, se sont vus rattrapés par leurs déclarations d'impôts, leurs délits d'initiés, etc. Avec une différence, c'est que personne jusqu'ici ne demandait la suppression de la Haute-Cour pour que les ministres puissent, sans crainte, faire la politique que le Président des monopoles capitalistes leur demande ! Comment alors s'étonner du "rejet de la politique" par ceux qui prennent de plein fouet la politique néolibérale de l'oligarchie financière depuis des années, et qui ressentent son aggravation depuis Macron ? Et comment s'étonner de leur perplexité, pour le moins, devant les arguments "écologiques" avancés par l'exécutif pour justifier ses hausses des prix des carburants (avec la bénédiction du PS et des Verts) ?

Un mouvement original, contradictoire, mais plus politique qu'on veut bien le dire !

Lorsque le mouvement fait irruption, il ne fait aucun doute que l'extrême-droite et la droite d'opposition espèrent en tirer profit : l'opposition à l'augmentation des taxes sur les carburants ne remet pas en cause en soi le système. Le PR s'était déjà ému de l'augmentation de la CSG pour les retraités. Mais pour autant, il est juste de s'opposer à des taxes qui s'attaquent aux pouvoir d'achat de la classe ouvrière et des couches populaires dans leur diversité (retraités, chômeurs, autoentrepreneur, artisans, fonctionnaires, petite bourgeoisie). Devant un tel mouvement, la question qu'il faut se poser, ce n'est pas si l'extrême-droite fascistoïde est derrière, mais comment, justement, le mouvement ouvrier va s'opposer aux tentatives démagogiques de celle-ci en allant résolument à la rencontre de ces participants, en soutenant les revendications justes, en combattant les idées fausses, les préjugés et les préventions, pour isoler les éléments réactionnaires. Car les Gilets Jaunes ne se recrutent ni parmi l'encadrement des monopoles, ni parmi leurs actionnaires. Le présumé délinquant Carlos Ghosn, soutenu jusqu'au dernier moment par le gouvernement (il n'a pas boxé de gendarmes lui, il fraude le fisc et délocalise son lieu de résidence pour payer moins d'impôts, abuse de biens sociaux, que de la "non-violence" !) n'a pas manifesté avec eux. Or la première leçon de la lutte des classes, c'est qu'avant tout, c'est l'appartenance de classe qui est déterminante dans le mouvement des masses et non pas les positionnements idéologiques et politiques. C'est ce que l'Internationale Communiste, dont on fête le 100^{e} anniversaire de la création, avait su tirer de la lutte antifasciste dans les années 30, appelant les prolétaires révolutionnaires à aller dans les organisations de masse où les fascistes tentaient de les organiser. Comment peut-on oublier que les Commissions Ouvrières Espagnoles sont nées et ont organisé la classe ouvrière contre le franquisme à partir du travail, dans les très fascistes "syndicats" verticaux espagnols, des militants communistes clandestins ? Les Gilets Jaunes, ce que montrent toutes les études, ce sont, dans leur masse, des travailleurs de PME de plus de 40 ans, des chômeurs (de longue durée ?), des retraités, des artisans et des autoentrepreneurs, des "ubérisés", des petits patrons dans des secteurs d'activités qui nécessitent des transports, qui sont socialement déclassés ou en voie de déclassement (d'où l'importance de contrecarrer les éléments fascisants) : par la faiblesse de leurs revenus et la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis plusieurs années, souvent par leur niveau d'endettement, par le fait qu'ils vivent loin des centres-villes parce que les loyers ou l'immobilier sont moins chers, ce qui fait le lien avec la question des taxes sur le carburant, mais aussi avec leur revendication concernant la limitation de la vitesse à 80 km/h (et les amandes qui en ont découlé) ; car pour eux, la voiture est indispensable. Ils subissent la dégradation des services publics (en particulier en province) et la monopolisation de la distribution par les super et hypermarchés. Et jusqu'au début du mouvement, ils sont restés isolés (d'où l'importance des réseaux sociaux).

La justification écologique du gouvernement pour augmenter les taxes n'a pas convaincu et pour cause : les couches sociales concernées ont subi la situation qui est la leur. Ces travailleurs ont ressenti comme une offense le fait qu'on les ait plus ou moins contraints à être dépendant de l'automobile, et qu'aujourd'hui on les accuse d'être les responsables du réchauffement climatique, les traitant par le mépris (le mensonge sur la

nécessité de la taxe car sinon dans les deux ans c'était la catastrophe). Et puis, pour des gens ayant du mal à joindre les deux bouts, qui avaient acheté des véhicules diesel parce que revenant moins cher, comme pour ceux qui avaient des véhicules à essence, la pression insidieuse pour qu'ils changent de véhicule, l'augmentation des contrôles techniques (payants), les vignettes-pollution, l'interdiction envisagée de circuler en centre-ville. Ajoutons le constat que ce sont eux (comme l'ensemble de la classe ouvrière et des couches moyennes) qui devront faire les frais d'une transition énergétique que ne paieront pas les responsables de la politique du "tout-route", pas du tout remis en cause comme le montre la loi Macron ministre de l'économie qui prévoit le développement, contre le transport par chemin de fer, du transport par autocar ! Il est significatif qu'un slogan soit apparu sur certains ronds-points : "Ils nous parlent de la fin du monde à venir, quand nos problèmes sont ceux des fins de mois" !

Tout avait été fait pour déconsidérer le mouvement : ceux qui y participaient étaient catalogués de fascistes, de populistes, de racistes hostiles à l'immigration (on finira même à BFM-TV à trouver des antisémites partisans de Dieudonné, quinze personnes, dans le métro en direct, sur des milliers de manifestants), des eurosceptiques à la Horban ou à la Salvini ! On ne peut que s'indigner que cette propagande ait pu trouver des relais dans le mouvement syndical. Car la réalité qui a fait surface, c'est la revendication de l'augmentation du SMIC et des salaires, le maintien et l'extension des services publics, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, une fiscalité basée sur la justice sociale ; bref des revendications portées par le syndicalisme (et pas par Berger et la CFDT. Et puis très vite, des revendications politiques sont apparues, dont nous ne partageons pas forcément la forme et le contenu dans le détail (c'est là que la récupération du mouvement par l'exécutif et les forces politiques bourgeoises et petites bourgeoises peut se faire) mais qui sont caractérisées par le rejet du régime présidentiel, une volonté de pouvoir intervenir dans la vie politique, la proportionnelle aux élections, un gouvernement responsable devant le peuple... Pour le reste, c'est à nous, les communistes, de montrer que l'alternative, c'est la lutte contre le capitalisme, pour le pouvoir du peuple travailleur, une autre organisation sociale, pas aux Gilets Jaunes qui s'ouvrent à la politique. Les mouvements populaires, y compris révolutionnaires, drainent avec eux un tas de gens dont les motifs sont mesquins, et dont la participation n'est dictée que par leur mécontentement : à la veille d'Octobre 1917, Lénine évoquait les chauffeurs de tramways qui rejoignaient le camp de la révolution parce qu'ils voulaient rouler à gauche et non à droite !

Mais ce qui nous semble important dans ce mouvement, ce sont aussi deux caractéristiques qui doivent faire réfléchir les militants syndicaux à la veille d'une année de congrès tant pour la CGT que pour la FSU : la première, c'est que le mouvement est continu, qu'il s'inscrit dans le temps. Pas seulement parce qu'au moment où ces lignes sont écrites, on dépasse les 10 samedis de mobilisation, mais parce qu'après avoir manifesté (ou avant), le mouvement se poursuit sous des formes multiples (occupation des ronds-points, des péages d'autoroute, etc.) traduisant une détermination remarquable. La seconde, c'est le refus d'accepter la violence de l'État et des forces de l'ordre (bourgeois, cela va sans dire). Si nous faisons la distinction, ce n'est pas pour opposer, ce qui serait ridicule, mais pour insister sur le fait :

- Que le pouvoir exerce la violence en imposant la politique des monopoles et que cette violence a été plus ressentie que lors des quinquennats précédents : le style Macron n'y est pas pour rien, mais aussi la violence des attaques, passées et à venir, contre les travailleurs, tandis que les possesseurs de fortune se frottent les mains!
- Qu'il utilise ses forces répressives avec une brutalité sauvage, tout en organisant, avec l'aide des syndicats lepénisants ou proche des Républicains(Alliance), ou sociaux-démocrates (UNSA-police), des campagnes scandaleuses pour faire pleurer dans les chaumières sur les pauvres gendarmes, CRS, policiers victimes ! Ici aussi, on recherche aussi l'Union Sacrée et force est de constater que les condamnations des violences des manifestations par une partie du mouvement syndical, sans parler des outrances pro-macronienne de Berger et de son organisation, par les responsables des partis "de gauche", ont apporté de l'eau au moulin gouvernemental.

Nous ne faisons pas le panagérique de la violence. Nous condamnons la violence policière, comme nous condamnons l'utilisation par le pouvoir de la violence des casseurs : ce qui ressort des samedis de manifestation, c'est le fait que les forces de répression n'étaient pas là pour empêcher la casse des magasins, des bâtiments publics ou la dégradation de l'Arc de Triomphe. Elles sont arrivées après ! Leur objectif unique, c'était d'empêcher que les manifestations aient lieu. Non déclarées, les manifestations ? Oui : les Gilets Jaunes ont montré que face au pouvoir, pour se défendre et le combattre, on ne peut laisser à la police le soin d'organiser, de contrôler les manifestations et les manifestants. Ce d'autant que le renforcement de l'autoritarisme au niveau de l'État se traduit par des comportements policiers scandaleux : c'est ainsi que depuis l'état d'urgence, de manière systématique, les manifestations sont encerclées, que dans certains cas, il est même impossible de quitter les cortèges et que, lorsque c'est possible, on vous fait retirer les badges. Et

par ailleurs, pour venir à une manifestation, même "légale", il faut accepter de se faire fouiller, retirer les hanses de drapeau en bois etc. et de manière caractéristique, les gilets jaunes l'ont expérimenté, la police confisque, lunettes de moto ou de piscine, gants… Ce qui signifie que la police doit avoir le dernier mot dans le déroulement des manifestations en utilisant les gaz lacrymogènes comme elle l'entend. **Or les Gilets Jaunes ont refusé cette mascarade.** Et par là, ils ont mis en relief la faiblesse de l'exécutif : pour la première fois, il a reculé en supprimant les taxes, et il a été obligé de reconnaître, tout en manœuvrant et en maintenant sa politique, le bien-fondé des revendications sur le pouvoir d'achat.

On ne peut que se réjouir du fait que, dans de nombreux départements, les militants de la CGT sont allés au devant des Gilets Jaunes. Il faut que cela s'amplifie. Les Gilets Jaunes dans leur masse doivent se rendre compte de la nécessité de s'organiser contre la bourgeoisie, et donc de s'organiser syndicalement (et c'est vrai pour les chômeurs et les retraités). La jonction avec le mouvement syndical doit permettre de mettre en échec la démagogie du "grand débat", et que s'exprime la colère qui gronde y compris dans les secteurs ou cela ne bouge pas. Mais cela ne peut se faire sans que le mouvement syndical rejette le rôle de "corps intermédiaire" que certains voudraient lui voir assurer, comme toute participation au "dialogue social", dont la fonction est d'intégrer le mouvement syndical à la défense du capitalisme. Au contraire, il faut en finir avec le syndicalisme rassemblé, comme avec le syndicalisme obéissant et respectueux finalement de l'ordre établi. Il faut un appel à la grève générale nationale sur la base des mots d'ordre revendicatifs du mouvement syndical et des Gilets Jaunes et contre la politique de l'exécutif. C'est là la meilleure garantie pour préparer le terrain à des victoires du mouvement ouvrier et pour écarter le risque de manœuvres de l'extrême-droite fascisante. Les cahiers revendicatifs des gilets jaunes ont rendu Marine Le Pen silencieuse et les Républicains furieux !

—----------

Déclaration du Comité Central du Parti Communiste du Mexique, suite à la signature de la déclaration de Montevideo par certains partis communistes d'Amérique du Sud.

Les partis communistes frères du Cône sud d'Amérique se sont réunis en mai 2019 et ils ont produit une déclaration commune qui traite des points de stratégie et de tactique vis-à-vis de tout le mouvement communiste d'Amérique Latine, déclaration dans laquelle est glorifié le social-démocrate mexicain López Obrador, dont la politique à la tête du gouvernement frappe les intérêts du peuple du Mexique.
C'est pour cette raison que nous publions notre avis, et que nous chercherons à discuter fraternellement avec les Partis Communistes sur les positions de ladite déclaration, car nous croyons que celle-ci non seulement ne promeut pas les principes, la reconstruction et le renforcement du mouvement communiste, mais au contraire, qu'elle conduit à sa dégradation et à son alignement derrière la sociale-démocratie.

1/ D'un point de vue historique, un cap est franchi lors de la Première Conférence Communiste Latino-américaine de juin 1929. Si on est tous d'accord sur le besoin de lui rendre hommage, il est nécessaire de rappeler que celle-ci n'était pas limitée à une région du Continent, mais qu'elle comprenait toute l'Amérique Latine, articulée sur l'élaboration d'une stratégie unifiée en faveur des intérêts de la classe ouvrière. Elle ne recherchait pas seulement l'échange de points de vue mais, comme l'indiquait Eugenio Gómez – secrétaire général historique de la Section Uruguayenne de l'Internationale Communiste –, « *Il ne s'agit pas de tenir de rapports cordiaux, mas de réussir à tisser des liens pour l'action commune* ».
La délégation du PCM eut David Alfaro Siqueiros à sa tête. Nous pensons que la meilleure façon d'honorer la Première Conférence Communiste Latino-américaine est de continuer l'effort entamé par le Parti Communiste du Pérou et le Parti Communiste du Pérou – Patrie Rouge, visant au Rassemblement des Partis Communistes d'Amérique Latine et des Caraïbes. C'est à dire, faire les efforts nécessaires pour matérialiser la Deuxième Rencontre cette année 2019. Il est vital d'échanger nos avis et nos expériences entre les Partis Communistes dans le cadre bilatéral, régional et international. Aucun autre effort de convergence ne peut remplacer les réunions de travail des Partis Communistes qui, en tant que partis de la classe ouvrière,

analysent la réalité avec la méthodologie scientifique du matérialisme dialectique et historique, et placent au centre les intérêts de la classe ouvrière et les secteurs populaires.

2/ La définition qui est donnée du développement capitaliste contemporain est éclectique et confuse, des éléments tirés de différentes tendances économiques sont incorporés et ceux du marxisme-léninisme ne sont pas utilisés. Les euphémismes cherchent à atténuer et à obscurcir les effets de l'impérialisme, phase supérieure du capitalisme, le capitalisme des monopoles. La crise qu'on vit depuis 2008 a été une crise de surproduction et de suraccumulation. Il est possible que ce soit une erreur de rédaction, mais la crise économique n'a pas été impulsée, elle est le résultat des lois objectives et elle n'est pas permanente. La crise a donné lieu à la récupération de l'économie, qui est actuellement faible, mais la force motrice est toujours le profit des capitalistes, le caractère du développement est de classe, et les problèmes de la classe ouvrière et des secteurs populaires tiennent en place et s'aggravent.
Quoi qu'il en soit, comme nous en avons l'expérience à travers du développement de l'économie capitaliste, de nouvelles conditions pour une crise sont en train d'être créées et les communistes doivent en faire l'analyse pour préparer les travailleurs dans les délais imposés.
La contradiction basique du capitalisme s'aggrave, les contradictions inter-impérialistes, non prises en compte dans la Déclaration, s'exacerbent. Les contradictions entre les États-Unis et la Chine, la guerre économique qui a éclaté, la décélération de l'Union Européenne et de la Chine, et les zones de guerre sont des éléments que nous devons suivre systématiquement, parce qu'ils ont un lien fort avec la possibilité d'une nouvelle crise capitaliste.

3/ La question du néoliberalisme est sous-jacente dans la Déclaration, mais en oubliant qu'il est juste une forme de gestion – comme l'est également le keynésianisme – du mode de production capitaliste, qui est celui qui exploite les travailleurs et les peuples et les condamne à la barbarie. C'est le capitalisme qui exploite et opprime la classe ouvrière d'Amérique Latine, sous n'importe quel mode de gestion. Nous pensons que c'est une erreur stratégique de concentrer les efforts contre une des formes de gestion du capitalisme et non pas contre le capitalisme lui-même, nous plaçant ainsi dans une impasse dans laquelle la seule option contre le « capitalisme sauvage » est la recherche utopique et dangereuse de « l'humanisation du capitalisme ».
Ainsi la lutte pour le socialisme est-elle placée dans un futur lointain, tandis qu'aujourd'hui existent tous les éléments qui définissent les limites historiques du système capitaliste exploiteur et de la maturité des conditions matérielles nécessaires pour la société socialiste, notre devoir étant d'équiper idéologiquement la classe ouvrière et de travailler stratégiquement pour la maturité du facteur subjectif.
Le Parti Communiste du Mexique, qui croit profondément à la valeur de l'internationalisme prolétarien, lutte décidément contre les interventions impérialistes des États-Unis et de l'UE dans notre région et dans le monde.

Pendant des décennies, dans la pratique et l'action, le PCM a exprimé sa lutte internationaliste et son soutien à la Révolution Cubaine, montrant sa solidarité internationaliste avec les partis communistes et les peuples, du Venezuela et de tous les pays. Nous suivrons cette direction contre les plans impérialistes et des forces réactionnaires, à la tête desquelles on trouve les secteurs forts de la bourgeoisie et des États-Unis, qui utilisent des marionnettes comme Guaidó, Bolsonaro et d'autres.
Cependant, personne ne peut réfuter que, malgré les changements gouvernementaux des dernières décennies et le surgissement de gouvernements de gauche (car ils sont porteurs de programmes sociaux-démocrates), et bien qu'ils aient adopté quelques demandes populaires et atténué l'extrême pauvreté, la bourgeoisie a gardé le pouvoir et la propriété des moyens de production, sauvegardant le profit capitaliste comme critère du développement. Les partis gouvernementaux ont géré et gèrent le capitalisme sans menacer la dictature de classe de la bourgeoisie, ce qui est pour les communistes le critère fondamental.

4/ Il ne suffit pas de parler des erreurs des administrateurs de gauche ; **après 20 ans d'expérience, il est nécessaire de faire un bilan objectif du soi-disant « progressisme » pour en tirer des conclusions.**
Dans un premier temps, nous devons tirer des leçons des conséquences de maintenir la base économique capitaliste, de la continuation de la propriété capitaliste des moyens de production, de l'anarchie capitaliste ; ce qui conduit aux crises économiques et provoque de graves conséquences pour les peuples. Ces leçons sont nécessaires pour dépasser le dilemme du « moindre mal » et pour juger la politique des gouvernements sociaux-démocrates du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, de la lutte pour abolir l'exploitation. Examinons leurs rapports aux monopoles, aux États-Unis et dans d'autres unions impérialistes, les engagements qu'ils ont pris, et voyons objectivement que la négation des attentes et des espoirs des peuples est utilisée de façon démagogique et ouvre la porte aux forces réactionnaires et fascistes.

Si on ne prend pas en compte les contradictions inter-impérialistes, il nous sera très difficile de comprendre les changements qui se produisent au sein des alliances entre les États bourgeois et leur remplacement pour d'autres, favorables désormais au centre impérialiste nord-américain et non plus à l'UE ou aux BRICS. La question de fond reste : Quelle est la nature de classe des unions inter-étatiques comme MERCOSUR, UNASUR, CELAC, ALBA, etc. ?

5/ Il est nécessaire de mener une discussion de fond sur des questions de stratégie, comme le degré du développement capitaliste en Amérique Latine. Car il y a deux conclusions différentes. Le capitalisme est-il, comme nous pensons, dans sa phase de pourrissement, et le socialisme est-il l'alternative immédiate ? Ou bien, comme l'indique la Déclaration, une étape intermédiaire est-elle nécessaire dans le cadre du capitalisme, avec une politique de gestion bourgeoise, car le pouvoir politique et les moyens de production sont dans les mains des monopoles ?

6/ Le PCM considère que toutes les manifestations déviationnistes doivent être réfutées. Nous avons lutté contre le dogmatisme et le sectarisme, nous continuons la lutte contre le trotskisme et d'autres tendances similaires qui surgissent en Amérique Latine et qui sont également utilisées par la sociale-démocratie.
Mais il est fondamental que les partis communistes et ouvriers luttent durement contre le réformisme et le révisionnisme. Nous pouvons dire que dans la phase actuelle, c'est une question de vie ou de mort de combattre l'opportunisme de droite qui s'est renforcé depuis la contre-révolution et qui est le véhicule de la négation de la révolution socialiste et de la lutte de classes, du remplacement du rôle pionnier de la classe ouvrière pour d'autre sujets « révolutionnaires ».

7/ Bien entendu les PC ont le devoir d'étudier les circonstances particulières de leurs propres pays, le développement du capitalisme, l'ordre des forces politiques et sociales. Mais ces particularités ne nient pas les principes et les lois générales de la construction du socialisme, qui ont été condamnées et déformées par l'opportunisme, attaquant les principes qui sous-tendent l'existence et la mission historique des PC, censurant la lutte pour le socialisme, que certains appellent « sectarisme ».
Parce que les principes du pouvoir politique de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production, la planification centrale, posent les bases de la construction socialiste sous la constante vigilance du peuple, et sont universels dans les conditions actuelles de la lutte de classes.
Parce que ce sont ces principes qui ont renforcé la Révolution Cubaine et l'ont conduite à ses conquêtes, et parce que leur négation a conduit à la contre-révolution en Union Soviétique et à la destruction des grandes conquêtes du socialisme.

8/ Nous sommes en total désaccord avec la Déclaration sur le point de considérer le Forum de Sao Paulo comme la plus importante expression de la gauche dans la région et ceci implique un **débat sur ce qui est considéré aujourd'hui comme « la gauche »**.
Nous sommes communistes, nous avons la responsabilité des partis communistes et nous devons rendre compte à la classe ouvrière. Les partis sociaux-démocrates qui se définissent « de gauche » gèrent le capitalisme et affirment qu'ils peuvent le rendre « humain ». Mais dans la pratique, ils soutiennent l'exploitation du travail salarié, l'accumulation de la production sociale dans les mains de quelques-uns, le pouvoir de l'État bourgeois. Tant le Forum de Sao Paulo (FSP) que le Parti de la Gauche Européenne sont des centres opportunistes qui cherchent à désarmer et à faire muter les partis communistes. Cela a été notre expérience pendant tant d'années. Chaque PC a le droit de prendre des décisions, mais il a aussi la responsabilité de ses décisions. Notre parti s'est positionné et continuera à établir ses propres points de vue. Dans le cas du FSP, après l'expérience de notre participation active entre 2001 et 2016, nous avons vérifié que, à l'exception de ceux qui appartiennent au Groupe de Travail, les partis communistes sont de simples figures décoratives, ils font partie de la scénographie nécessaire pour présenter des documents et des orientations décidées au préalable.

9/ Par rapport au Consensus de Nuestra America, il est nécessaire de dire qu'il n'a pas le consensus des partis communistes d'Amérique Latine, et nous ne parlons pas seulement du PCM, qui l'a mis en cause lors de la Réunion de Lima des Partis Communistes et Révolutionnaires, avec des arguments raisonnables, avec loyauté, fraternité et camaraderie, sans besoin de calomnies ou de mensonges. Mais aussi d'autres partis communistes, parmi eux certains signataires de la Déclaration de Montevideo.
L'alliance entre classes n'a jamais été dans l'intérêt des travailleurs. Si quelques partis mettent de côté leurs programmes pour assumer le Consensus de Nuestra America, c'est leur affaire et leur responsabilité. Mais ils ne peuvent pas déclarer que c'est le destin de tout le mouvement communiste latino-américain. Personne ne peut être contre l'unité, mais la question est : qu'est-ce qu'on comprend par « unité » : Unité comme

collaboration de classe ou unité de la classe ouvrière avec ses alliés des secteurs populaires, les indigènes, les étudiants ?
Il est paradoxal qu'on parle de différences et de singularités, et qu'en même temps on cherche à introduire en douce une ligne générale résolument réformiste, de soumission au Forum de Sao Paulo et au Consensus de Nuestra America, de lutte pour des étapes intermédiaires, blanchissant ainsi à d'autres centres impérialistes en dehors des États-Unis. Avec un document dans lequel la lutte pour le socialisme apparaît juste comme une formalité discursive, dans lequel le rôle des communistes est réduit à l'accompagnement de la sociale-démocratie et des forces bourgeoisies populistes et partisans de la gestion keynésienne.
Il est dramatique que, sous couvert de particularités, soient niées les lois générales de la construction du socialisme. Nous en avons discuté avec nombre de partis communistes et nous avons trouvé des points communs. Le mouvement communiste latino-américain paie - comme partout dans le monde- le retard théorique, l'éclectisme idéologique, la dévaluation de l'éducation politique et la formation des cadres.

10/ Nous avons une obligation face à la classe ouvrière de notre pays, celle d'éclaircir ce qui est dit dans la Déclaration sur le gouvernement de López Obrador et sur son parti, MORENA – parti de la nouvelle sociale-démocratie, comme PODEMOS ou SYRIZA -. Les partis communistes frères ne sont peut-être pas au courant que la première action gouvernementale de Obrador a été de participer à la table de négociations avec l'administration Trump pour le dit TLCAN 2.0, T-MEC ou USMCA, continuité du TLCAN signé en 1994, de néfastes conséquences pour la classe ouvrière du Canada, des États-Unis et du Mexique ; négociation réalisée dans le contexte de guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, et totalement favorable aux monopoles nord-américains de l'industrie automobile.
Mais de plus, López Obrador assure la continuité des mesures anti-ouvrières et anti-populaires, avec la militarisation de la Garde Nationale, avec l'agression des peuples indiens du sud-est mexicain, avec la criminalisation des luttes sociales, avec une réforme éducative qui est calquée sur celle que les travailleurs de l'éducation ont refusé au précédent Président Peña Nieto, et avec une Loi-Travail qui légalise, à travers l'externalisation, la précarité au travail, le travail démuni de droits, et qui introduit un modèle syndical visant à la fragmentation et à l'empêchement de l'unité des travailleurs.
Probablement les camarades ne savent pas qu'Obrador est en train d'offrir la main d'œuvre de 2 000 000 de travailleurs mexicains aux monopoles pour son exploitation sans coût pour la bourgeoisie, parce que ses piètres bourses-salaire sont assumées par le budget social de l'État. La répression et l'assassinat de dirigeants populaires continuent, ainsi que l'assistanat et les politiques anti-migration. En quoi consiste le caractère progressiste du nouveau gouvernement mexicain ? Impossible de répondre à cette question. Parlent-ils peut-être de quelques gestes en politique extérieure, comme il est aussi arrivé sous les gouvernements du PRI qui se prononçaient contre le blocus à Cuba et qui reconnaissaient les forces militaires insurgentes en Amérique Centrale, tandis qu'à l'intérieur du Mexique, ils menaient la guerre sale, l'assassinat massif d'étudiants, la répression du mouvement ouvrier et syndical, et l'anti-communisme ?
Nous sommes prêts pour l'échange bilatéral avec les partis frères, afin de les informer de la situation au Mexique, prenant en compte que la Déclaration de Montevideo entrave la lutte du PC du Mexique et soutient l'ennemi de la classe ouvrière dans notre pays.
Mais il est encore plus inquiétant que le réformisme aspire à devenir la ligne générale du mouvement communiste latino-américain, et, avec bientôt un siècle d'expérience, les communistes du Mexique ont une claire conscience qu'il s'agit d'une impasse.
Le mouvement communiste en Amérique Latine nécessite une stratégie révolutionnaire pour conquérir l'avant-garde dans les difficiles conditions de la lutte de classes, pour lutter pour le pouvoir ouvrier et le socialisme-communisme.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Comité Central du Parti Communiste du Mexique